

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 310

4 février 2012

SOMMAIRE

Aal Veinen S.à r.l.	14835	Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Osnabrück S.à r.l.	14868
Aeroplan Holdings Europe Sàrl	14836	Bouwfonds European Real Estate Parking Fund S.à r.l.	14869
Agaka S.A.	14836	BRE/Sweden 2 S.à.r.l.	14870
Amis Investissements S.A.	14847	BRE/Sweden 2 S.à.r.l.	14870
Andreas Capital	14847	BRE/Sweden 2 S.à.r.l.	14870
Antwerp Holding S.A.	14847	BRE/Sweden S.à r.l.	14868
Aqua-Pêche Sàrl	14836	BRE/Sweden S.à r.l.	14869
ARCALUX SPF, société de gestion de pa- trimoine familial	14848	BRE/Sweden S.à r.l.	14868
Au Bon Marché	14836	BRE/Sweden S.à r.l.	14868
Avena S.A.	14834	Breteuil Strategies S.A.	14869
Avita S.A.	14836	Breteuil Strategies S.A.	14871
Axel Développement S.A.	14848	Bureau Service Mohr Sarl	14871
Axel Développement S.A.	14848	Cenpas S.A.	14870
Axel Développement S.A.	14848	Centre Fiduciaire du Luxembourg S.à r.l.	14871
Badengruppe S.A.	14869	Coiffure Michou	14871
Bambi S.A., SPF	14867	Compagnie de Révision	14880
B & Co Immobilière S.à r.l.	14849	ECIP Europcar S.à.r.l.	14849
B & Co Immobilière S.à r.l.	14849	Ernst & Young Tax Advisory Services	14880
B & Co Immobilière S.à r.l.	14849	Espace Gérances SA	14880
Bedrina S.à r.l.	14848	Eurochem Luxembourg S.A.	14837
Bedrina S.à r.l.	14866	Fin-Vet S.A.	14871
Bedrina S.à r.l.	14868	Intercoiffure Michou, S.à r.l.	14871
Belbruck S.A.	14869	Weinberg Real Estate Holding S.à r.l.	14880
Berfa Sàrl	14867	Weisgerberarchitecte S.A.	14834
Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Cambridge S.à r.l.	14849	Wester Wassertechnik s.à r.l.	14834
Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Gelsenkirchen S.à r.l.	14866	WOHL et CO Sàrl	14834
Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Holding II S.à r.l.	14867	WOHL et CO Sàrl	14834
Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Liverpool S.à r.l.	14867	WOHL et CO Sàrl	14835
Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Mayfair S.à r.l.	14867	Xellium S.A.	14835
		Xilco Holding S.à r.l.	14835
		Yena Holding S.A.	14835

Weisgerberarchitecte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4141 Esch-sur-Alzette, 86, rue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 107.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180153/10.

(110209946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Wester Wassertechnik s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1121 Luxembourg, 7, rue des Alouettes.

R.C.S. Luxembourg B 57.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28.12.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180154/10.

(110209807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

WOHL et CO Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6460 Echternach, 3, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 94.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180157/10.

(110210250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

WOHL et CO Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6460 Echternach, 3, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 94.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180158/10.

(110210251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Avena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 50.405.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOUVELLE FIDUCIAIRE REISERBANN SARL

32A, rue Meckenheck

L-3321 BERCHEM

Signature

Référence de publication: 2011180185/13.

(110210105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

WOHL et CO Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6460 Echternach, 3, place du Marché.
R.C.S. Luxembourg B 94.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180159/10.

(110210252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Xellium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 140.904.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/12/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2011180164/12.

(110210183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Xilco Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 5.400.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 147.146.

Les comptes annuels pour l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2011.

James Bermingham.

Référence de publication: 2011180165/10.

(110210131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Yena Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 103.171.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011180167/10.

(110210238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Aal Veinen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9411 Vianden, 114, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 93.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HAHN Armand
Gérant

Référence de publication: 2011180170/11.

(110210323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Aqua-Pêche Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9636 Berlé, 67, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 107.668.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180171/10.

(110210284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Au Bon Marché, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelange, 39, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 8.743.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180172/10.

(110210553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Aeroplan Holdings Europe Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 144.976.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28.12.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180175/10.

(110210443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Agaka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 127.350.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Norbert SCHMITZ

Administrateur

Référence de publication: 2011180176/11.

(110210141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Avita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 120.736.

Le Bilan au 30.06.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FMS SERVICES S.A.

Signatures

Administrateur / Représentant permanent

Référence de publication: 2011180186/12.

(110210152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Eurochem Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 165.437.

STATUTES

In the year two thousand and eleven. On the twenty fifth day of November.

Before Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The company KEMORG NETHERLANDS B.V., with its registered office at Prins Bernhardplein 200, NL-1097 JB Amsterdam, The Netherlands, in process of registration with the Chamber of Commerce of Amsterdam, acting on behalf of its Luxembourg branch, KEMORG NETHERLANDS B.V., Luxembourg Branch, with address at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

represented by Mr. Alain Thill, private employee, professionally residing at 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented by Mr. Alain Thill, pre-named, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a société anonyme under the name of Eurochem Luxembourg S.A. (the "Company").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the city of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the Company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The Company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the Company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the Company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the Company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at eight million one hundred twenty thousand and one Euro (EUR 8,120,001.-) divided into eight million one hundred and twenty thousand (8,120,000) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and one (1) mandatorily redeemable preferred share ("MRPS"), with a nominal value of one Euro (EUR 1.-).

MRPS together with ordinary shares are referred to as the shares.

Holders of MRPS are referred to in these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") as MRPS Shareholders, and the terms "shareholder" or "shareholders" shall mean the holders of the ordinary shares and/or the holders of ordinary shares and the holders of MRPS, as the context requires.

The shares of the Company may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option. The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

All ordinary shares shall be identical in all respects.

All MRPS shall be identical in all respects.

MRPS are issued in the form of preference shares.

MRPS are redeemable shares within the meaning and in accordance with article 49-8 of the Law. Subscribed and fully paid-up MRPS shall be mandatorily redeemed upon decision by the board of directors of the Company in accordance with the provisions of article 49-8 of the Law on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the MRPS.

Upon redemption the MRPS-holders will be entitled to the Redemption Price. The Redemption Price of the MRPS shall be equal to the par value of the MRPS paid by the MRPS Shareholders at the time of issue and subscription plus the share premium reserve attached thereto, if any, but shall in any event not exceed the Company's distributable equity at the time of the Redemption. "Distributable Equity" shall mean: the aggregate of the share premium paid-in on the preferred shares and the Retained Earnings. "Retained Earnings" shall mean: the amount of the profit at the end of the last financial year plus any profits carried forward and any amounts drawn from reserves which are available for distribution (without double counting the share premium mentioned in the preceding sentence), less any loss carried forward and less sums that must be reserved as required by the Law or the Articles of Incorporation.

Redeemed MRPS will be cancelled upon motion by the board of directors of the Company by an affirmative vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 13.

Special Reserve: If the MRPS are not cancelled at the time of redemption or after redemption an amount equal to the nominal value of all the MRPS redeemed must be included in a special reserve account which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by capitalisation of reserves.

Redemption Procedure: At least twenty (20) days prior to the redemption date, written notice shall be sent by the Company by registered mail to the registered MRPS Shareholder, at its address shown in the register of shareholders, notifying such MRPS Shareholder of the number of MRPS so to be redeemed, specifying the redemption date, the redemption price and the procedures necessary to submit the MRPS to the Company for redemption.

The redemption price of such MRPS shall be payable to the order of the holder of MRPS whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such MRPS shareholder before the redemption date.

All MRPS rank senior to the ordinary shares but junior to any debts and liabilities of the Company.

MRPS Reserve: The Company shall set up a reserve tracking the entitlements of MRPS holders to be exclusively used for any payment to be made on the MRPS in accordance with these Articles of Incorporation or the Law.

The MRPS do not carry any voting rights, except as otherwise provided by the Law or these Articles of incorporation.

The MRPS Shareholder is nevertheless entitled to vote in every general meeting called upon to deal with the following matters:

- the issue of new shares carrying preferential rights;
- the determination of the preferential cumulative dividend rights attaching to the non-voting shares;
- the conversion of non-voting preferred shares into ordinary shares;
- the reduction of the capital of the Company;
- any change to the corporate object of the Company;
- the issue of convertible bonds;
- the dissolution of the Company;
- the transformation of the company into a company of another legal form.

The MRPS Shareholder will, however, have the same voting rights as the holders of ordinary shares at all meetings, in case, despite the existence of profits available for distribution, the preferential dividend mentioned in Article 15 (that is, Dividend 1) has not been paid in its entirety for whatever reason for a period of two successive financial years and until such time as all preferential dividends have been received in full.

Any convening notices, reports and documents which, by virtue of Luxembourg law must be sent or notified to the shareholders of the Company shall likewise be sent or notified to the MRPS Shareholder.

The Company is authorized to repurchase its own Shares within the limits set forth by the Law and these Articles of Incorporation.

Title III. - Management

Art. 6. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, either of the category A and/or of the category B, who need not be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

In case the Company is incorporated by a sole shareholder, or if, at a general meeting of shareholders, it is noted that the company only has one shareholder, the composition of the board of directors may be limited to one sole director until the next annual general meeting at which it is noted that the company has (again) more than one shareholder.

In this case, the sole director exercises the powers devolving on the board of directors.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman. When he is prevented, he is replaced by the eldest director. The first chairman shall be appointed by the extraordinary general shareholders' meeting following the incorporation of the Company.

The board of directors convenes upon call by the chairman or by the eldest director, when the chairman is prevented, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will be decisive.

Board resolutions can also be taken by circular letter, the signatures of the different board members may be apposed on several exemplars of the board resolution in writing.

Any director may also participate in any meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The Company will be bound in any circumstances:

- by the joint signatures of two directors of the category A if the Company has only directors of the category A, or
- by the joint signatures of two directors of the category B if the Company has only directors of the category B or
- by the joint signatures of a director of the category A together with a director of the category B, if the Company has directors of the category A and of the category B or
- in case of sole director by his sole signature, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly.

The first managing director(s) may be appointed by the extraordinary general shareholders' meeting following the incorporation of the Company.

The board of directors may also commit the management of part of the affairs of the Company or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV. - Supervision

Art. 12. The Company is supervised by one or several supervisory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V. - General meeting

Art. 13. The general meeting of shareholders of the Company represents all the shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, unless the present articles of association provide otherwise.

The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Monday of May at 11.30 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

Subject to restrictions of article 5 for MRPS, each Share entitles one vote. Each shareholder may participate to the meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy-holder.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

If the Company only has one sole shareholder, the latter exercises the powers devolving on the general meeting.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the Company shall begin on January 1 and shall terminate on December 31 of each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five percent (5,00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00 %) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been impaired.

After allocation to the Legal Reserve, any remaining profit shall be allocated in priority to the payment of MRPS holders and thereafter to the ordinary shareholders.

Out of the remaining profit the MRPS shareholders are entitled to:

(a) A preferred and cumulative dividend ("Dividend 1") per year of 0.5 % of the nominal value of said MRPS,

(b) A second preferred and cumulative dividend ("Dividend 2") per year of 5% of the "accounting value" of the MRPS, 'accounting value' being the aggregate of the nominal value of the MRPS and share premium allocated to the MRPS.

Preferred dividends are not payable until declared by the Board of Directors of the Company. The Board of Directors is authorized to postpone a decision to declare a dividend; in that case the amount of preferred dividend that could have been declared will be allocated to a special reserve, the 'MRPS Reserve'. Undeclared dividends shall not bear interest. Undeclared preferred dividends (which have been allocated to the MRPS Reserve) shall ultimately be due at the time of redemption, but only if and to the extent they can be paid out of the retained earnings of the Company at that time. At the time of Redemption, undeclared preferred dividends will be declared before the Redemption Price is determined.

If the profits of the Company for the relevant financial year are insufficient to fully declare and pay the preferred Dividends 1 and 2, or to make an allocation to the MRPS Reserve in the event that no dividend is declared, any shortfall amount shall be paid or, as the case may be, allocated to the MRPS Reserve with priority out of the profits of the following financial years. The general meeting of shareholders will have discretionary power to freely allocate any surplus profit remaining after allocation to the Legal Reserve and after payment or allocation to the MRPS Reserve of the preferred Dividends 1 and Dividends 2.

The general meeting of shareholders will have discretionary powers to freely allocate any surplus profit remaining after allocation to the Legal Reserve and after payment or allocation to the MRPS Reserve of the preferred Dividends 1 and Dividends 2.

Dividends shall be paid in EUR and they may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors of the Company. The board of directors of the Company may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. The company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

After payment of all debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the MRPS Shareholder shall, with priority over the rights of the holders of Ordinary Shares, receive:

(a) an amount in cash or in kind equal to the Undeclared Preferred Dividends of the Company if and to the extent that there are sufficient retained earnings, and

(b) an amount in cash or in kind equal to the amount paid-in on the MRPS-shares (nominal value of the MRPS as well as share premium) out of the assets remaining after all creditors of the Company have been paid.

After payment of all debts and liabilities of the Company and after payment of all amounts due to MRPS Shareholders or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the holders of Ordinary Shares in proportion to the percentage in the Company's share capital held by each of them.

Title VIII. - General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory provisions

The first accounting year will begin at the incorporation of the company and end on December 31, 2011.

The first annual meeting will be held in 2012.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the party appearing, duly represented, declares

- to subscribe all the eight million one hundred and twenty thousand (8.120.000) Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each,

- to subscribe the one (1) MRPS, with a nominal value of one euro (EUR 1.-),

- and to fully pay them up by a payment in cash in an aggregate amount of eight million one hundred twenty thousand and one euro (EUR 8,120,001.-).

The eight million one hundred twenty thousand and one euro (EUR 8,120,001.-) are allocated to the share capital of the Company.

All the eight million one hundred twenty thousand and one (8.120.001) shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of eight million one hundred twenty thousand and one euro (EUR 8,120,001.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10, 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately four thousand two hundred Euro.

Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The number of directors is fixed at three and the number of supervisory auditors at one.

2. The following are appointed directors of the category A:

- Mr Gérard Birchen, company director, born in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), on the 13th of December 1961, residing professionally at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, chairman of the board of directors.

- Mrs. Tessa Lang, company director, born in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), on the 24th of June 1969, residing professionally at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mr Frank Pletsch, company director, born in Trier (Germany), on the 17th of July 1974, residing professionally at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Has been appointed supervisory auditor:

The private limited company COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545, with registered office at 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

4. Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2017.

5. The registered office of the company is established at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up at Junglinster on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société KEMORG NETHERLANDS B.V., avec siège à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, Pays-Bas, en cours d'immatriculation auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam, agissant pour le compte de sa succursale luxembourgeoise, KEMORG NETHERLANDS B.V., Luxembourg Branch, avec adresse à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

représentée par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant professionnellement à 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée par Monsieur Alain Thill, pré-qualifié, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société anonyme:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de Eurochem Luxembourg S.A. (la "Société").

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg-ville.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. La Société pourra aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la Société pourra acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle pourra également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à huit millions cent vingt mille et un Euros (EUR 8.120.001,-) représenté par huit millions cent vingt mille (8.120.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune et une action préférentielle obligatoirement rachetable («MRPS»), d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-).

Les actions ordinaires et les MRPS sont désignés les actions.

Les détenteurs des MRPS sont désignés dans les statuts (les «Statuts») comme les actionnaires des MRPS et les termes «actionnaire» et «actionnaires» désigneront les détenteurs d'actions ordinaires et/ou les détenteurs des actions ordinaires et les détenteurs des MRPS selon le contexte.

Les actions de la Société pourront être créées au choix du détenteur en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres actions, dans le respect des conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit en accord avec les prescriptions légales requises.

La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par action. Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des personnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la Société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions.

Toutes les actions ordinaires seront identiques à tous égards.

Toutes les MRPS seront identiques à tous égards.

Les MRPS seront émises sous la forme d'actions préférentielles.

Les MRPS sont des actions rachetables conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi. Les MRPS émises et entièrement libérées seront obligatoirement rachetées sur décision du conseil d'administration de la Société conformément aux prescriptions de l'article 49-8 de la Loi à la date du dixième (10^e) anniversaire de la date d'émission des MRPS.

Au moment du rachat les détenteurs de MRPS auront droit à la Valeur de Rachat. La Valeur de Rachat du MRPS sera égale à la valeur du MRPS payée par les Actionnaires MRPS, au moment de l'émission et de la souscription, augmentée de la réserve de prime d'action rattachée, le cas échéant, mais sans excéder les fonds propres distribuables de la Société au moment du Rachat. "Les Fonds Propres Distribuables" représenteront: la somme de la prime d'émission versée pour les actions privilégiées et les Bénéfices non Distribués. "Les Bénéfices non Distribués" désigneront: le montant du résultat à la fin du dernier exercice financier augmenté de tout résultat reporté et toutes sommes tirées des réserves distribuables (sans double comptage de la prime d'émission mentionnée à la phrase précédente), diminuées de toutes les pertes reportées et diminuée de toutes les sommes qui doivent être mises en réserve comme requis dans la Loi ou les Statuts.

Les MRPS rachetées seront annulées sur décision du conseil d'administration de la Société par un vote affirmatif de l'assemblée générale des actionnaires tenue conformément à l'article 13.

Réserve Spéciale: Si les MRPS ne sont pas annulées au moment du rachat ou après le rachat, un montant égal à la valeur nominale de tous les MRPS rachetées doit être versé sur un compte de réserve spéciale, lequel ne peut pas être distribué aux actionnaires, sauf en cas de réduction du capital émis; la réserve peut uniquement être utilisée pour augmenter le capital émis par une incorporation des réserves.

Procédure de rachat: Une notification écrite sera envoyée par la Société à l'Actionnaire des MRPS enregistré, par lettre recommandée, au moins vingt (20) jours avant la date de rachat, à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires, laquelle notifiera à cet Actionnaire des MRPS le nombre de MRPS devant être rachetées et indiquera la date de rachat, la valeur de rachat et les procédures nécessaires afin de remettre les MRPS à la Société pour leur rachat. La valeur de rachat de ces MRPS sera payable à l'ordre du détenteur des MRPS dont le nom figure sur le registre des actions comme leurs détenteurs, sur le compte en banque tel que fourni à la Société par cet actionnaire, avant la date de rachat.

Toutes les MRPS ont un rang supérieur par rapport aux actions ordinaires et ont un rang inférieur par rapport aux dettes et au passif de la Société.

Réserve MRPS: La Société constituera une réserve liée aux droits des détenteurs des MRPS, exclusivement destinée aux paiements à faire sur les MRPS conformément aux statuts ou à la Loi.

Les MRPS ne jouissent d'aucun droit de vote, à l'exception de ceux fournis par la Loi ou les Statuts.

L'Actionnaire MRPS a néanmoins le droit de voter dans chaque assemblée générale appelée à se prononcer sur les matières suivantes:

- L'émission de nouvelles actions portant des droits préférentiels;
- la détermination des droits aux dividendes cumulatifs préférentiels attachés aux actions sans droit de vote;
- la conversion des actions privilégiées sans droit de vote en actions ordinaires;
- la réduction du capital social de la Société;
- toute modification de l'objet social de la Société;
- l'émission d'obligations convertibles;
- la dissolution de la Société;
- la transformation de la Société en une société d'une autre forme légale.

Les actionnaires MRPS devront, cependant, avoir les mêmes droits de vote que les détenteurs d'actions ordinaires à toutes les assemblées générales, au cas où, malgré l'existence de profits distribuables, le dividende préférentiel visé à

l'article 15 (le Dividende 1) n'a pas été payé dans son intégralité pour quelque raison que ce soit pendant une période de deux exercices comptables successifs et jusqu'au jour où tous les dividendes préférentiels auront été payés en totalité.

Toute convocation, rapport et document, qui en vertu de la loi luxembourgeoise doit être envoyé ou notifié aux actionnaires de la Société devra également être envoyé ou notifié aux Actionnaires MRPS.

La Société est autorisée à racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi et les dispositions de ces Statuts.

Titre III. - Administration

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, de la catégorie A et/ou de la catégorie B, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsque la Société est constituée par un associé unique, ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 7. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé. Le premier président sera nommé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la Société.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La Société sera engagée en toutes circonstances:

- par les signatures conjointes de deux administrateurs de catégorie A si la Société a uniquement des administrateurs de catégorie A, ou
- par les signatures conjointes de deux administrateurs de catégorie B si la Société a uniquement des administrateurs de catégorie B, ou
- par les signatures conjointes d'un administrateur de catégorie A ensemble avec un administrateur de catégorie B si la Société a des administrateurs de catégorie A et de catégorie B, ou
- dans le cas où il y aurait un seul administrateur par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement.

Le(s) premier(s) administrateur(s)-délégué(s), pourra (pourront) être nommé(s) par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la Société.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente tous les actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en oeuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la Société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième lundi de mai à 11.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Sauf les restrictions visées à l'article 5 pour les MRPS, chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Lorsque la Société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Après affectation à la réserve légale, l'excédent de bénéfice sera affecté en priorité au paiement au(x) détenteur(s) des MRPS et ensuite aux actionnaires ordinaires.

Sur l'excédent de bénéfice, les actionnaires des MRPS ont droit à:

- (a) Un dividende préférentiel et cumulatif («Dividende 1») par an de 0,5% de la valeur nominale dudit MRPS,
- (b) Un second dividende préférentiel et cumulatif («Dividende 2») par an de 5% de la «valeur comptable» du MRPS, la «valeur comptable» étant la somme de la valeur nominale des MRPS et de la prime d'émission rattachée aux MRPS.

Les dividendes préférentiels ne sont pas exigibles tant qu'ils ne sont pas déclarés par le Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration est autorisé à reporter une décision pour déclarer un dividende; dans ce cas, le montant du dividende préférentiel qui aurait pu être déclaré sera alloué à une réserve spéciale, la «Réserve MRPS». Les dividendes non déclarés ne portent pas intérêt. Les dividendes préférentiels non déclarés (qui ont été alloués à la réserve MRPS) seront dus en fin de compte au moment du rachat, mais uniquement si et dans la mesure où ils peuvent être payés sur les bénéfices non distribués de la Société à ce moment précis. Au moment du rachat, les dividendes préférentiels non déclarés devront être déclarés avant que le Prix de Rachat ne soit déterminé.

Si les bénéfices de la Société pour l'exercice financier concerné sont insuffisants pour déclarer et payer les Dividendes préférentiels 1 et 2, ou pour faire une affectation à la Réserve MRPS lorsqu'aucun dividende n'est déclaré, tout montant déficitaire doit être payé ou, comme cela est possible affecté à la réserve MRPS en priorité sur les bénéfices des exercices suivants.

L'assemblée générale des associés pourra affecter de manière discrétionnaire tout surplus de bénéfice restant après l'affectation à la Réserve Légale ainsi que le paiement ou l'affectation à la Réserve MRPS des Dividendes privilégiés 1 et 2.

Les dividendes seront payés en EUR et pourront être payés au lieu et au moment tels que déterminés par le conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires dans les conditions et dans les limites fixées dans la Loi.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La Société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et engagements de la Société ou la mise en dépôt des fonds à cet effet, les actionnaires des MRPS recevront en priorité par rapport aux détenteurs des Action Ordinaires:

(a) un montant en espèces ou en nature équivalent aux dividendes privilégiés non déclarés de la Société si, et dans la mesure où, il existe suffisamment de bénéfices non distribués, et

(b) un montant en espèces ou en nature équivalent au montant versé sur les actions MRPS (la valeur nominale des MRPS ainsi que la prime d'émission rattachée) sur les actifs restants après que tous les créanciers de la Société aient été payés.

Après paiement de toutes les dettes et engagements de la Société et après paiement de toutes les sommes dues aux Actionnaires MRPS ou la mise en dépôt des fonds à cet effet, le surplus sera payé aux détenteurs d'Actions Ordinaires en proportion du pourcentage du capital social de la Société détenue par chacun d'entre eux.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2011.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare

- souscrire toutes les huit millions cent vingt mille (8.120.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune,
- souscrire une (1) MRPS, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- et libérer intégralement ces actions par un apport en espèces d'un montant total de huit millions cent vingt mille et un Euros (EUR 8.120.001,-).

Les huit millions cent vingt mille et un Euros (EUR 8.120.001,-) sont alloués au capital de la Société.

Toutes les huit millions cent vingt mille et une (8.120.001) actions ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de huit millions cent vingt mille et un Euros (EUR 8.120.001,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ quatre mille deux cents Euros.

Décisions de l'associée unique

La comparante pré-qualifiée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de catégorie A:
 - Monsieur Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 Décembre 1961, demeurant professionnellement au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), président du conseil d'administration.
 - Madame Tessy Lang, administrateur de sociétés, née à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 Juin 1969, demeurant professionnellement au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

- Monsieur Frank Pletsch, administrateur de sociétés, né à Trèves (Allemagne), le 15 Juillet 1974, demeurant professionnellement au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

3. Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545, avec siège à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'an 2017.

5. Le siège social de la société est établi à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande de la comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alain Thill, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 5 décembre 2011. Relation GRE/2011/4299. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 décembre 2011.

Référence de publication: 2011175231/559.

(110203803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Amis Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 122.841.

Le Bilan au 30.06.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Norbert SCHMITZ

Administrateur

Référence de publication: 2011180180/11.

(110210149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Andreas Capital, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 34, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 153.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180181/10.

(110209809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Antwerp Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 32.894.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180182/10.

(110209611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

ARCALUX SPF, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 53.316.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180183/11.

(110210129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bedrina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 136.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BEDRINA S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2011180204/12.

(110210066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Axel Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 62.227.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180187/10.

(110209619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Axel Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 62.227.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180188/10.

(110209620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Axel Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 62.227.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180189/10.

(110209622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

B & Co Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 103.788.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011180191/9.

(110210076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

B & Co Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 103.788.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011180192/9.

(110210080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

B & Co Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 103.788.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011180193/9.

(110210081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Cambridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 2.500.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 142.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180195/10.

(110210351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

ECIP Europcar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 117.230.800,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 120.530.

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth day of December.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held the extraordinary general shareholders' meeting of ECIP Europcar S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 120.530 and having a share capital amounting to one million three hundred ninety-eight thousand nine hundred Euro (EUR 1,398,900) (the "Company").

The Company was incorporated on 19 September 2006 by a deed of Me Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations dated 30 November 2006, number 2240 page 107482. The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Me Jacques Delvaux dated 29 June 2007 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations dated 27 January 2009, number 173 page 8271.

The meeting of shareholders (the "Meeting") is chaired by Mr. Laurent Guérineau, with professional address at 32 rue de Monceau, F75008 Paris, France;

The chairman appoints as secretary Ms. Virginie Gonella, with professional address at 291 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr. Antoine Lallier, with professional address at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman has declared and requested the undersigned notary to enact the following:

I. The current share capital of the Company is set at one million three hundred ninety-eight thousand nine hundred Euro (EUR 1,398,900.-), represented by thirteen thousand nine hundred eighty-nine (13,989) shares (parts sociales) in registered form with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid up, and divided into twelve (12) classes of shares (i.e class A to and including class L shares);

II. The shareholders present or represented at this Meeting as well as the number of shares held by them have been set out on an attendance list signed by the proxy holders of the shareholders represented. The aforesaid attendance list, having been signed *ne varietur* by the members of the bureau and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes. The proxies given by the represented shareholders, having been signed *ne varietur* by the members of the bureau and the undersigned notary, will also remain attached to the present deed for registration purposes.

III. As a result of the aforementioned attendance list, one hundred percent (100%) of the issued shares of the Company are represented at this Meeting, which is consequently regularly constituted and may validly deliberate and vote on all items of the below agenda.

IV. The agenda of the Meeting is as follows:

Agenda

1) Conversion of all issued shares (parts sociales) of each class (from class A to and including class L shares, hereinafter collectively referred to as the "Twelve Classes of Shares"), into ordinary shares of the Company, all having therefore the same rights and privileges as the existing shares and ranking *pari passu* between them;

2) Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred fifteen million eight hundred thirty-one thousand nine hundred Euro (EUR 115,831,900.-) so as to raise it from its current amount of one million three hundred ninety-eight thousand nine hundred Euro (EUR 1,398,900.-), to one hundred seventeen million two hundred thirty thousand eight hundred Euro (EUR 117,230,800.-) by the issuance of one million one hundred fifty-eight thousand three hundred nineteen (1,158,319) new ordinary shares (parts sociales) with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each (the "New Shares"), having the same rights and privileges as the existing shares;

3) Subscription and full payment of the one million one hundred fifty-eight thousand three hundred nineteen (1,158,319) New Shares by the current Company's shareholders, by contribution in kind consisting in the conversion of one million one hundred fifty-eight thousand three hundred nineteen (1,158,319) convertible bonds issued by the Company (the "Bonds"), as further described in a report of the sole director (*gérant unique*) of the Company dated 14 December 2011;

4) Subsequent amendment, restatement and update where appropriate, of the articles of association of the Company (the "Articles") in order to among other matters, remove all references to the Twelve Classes of Shares and to the Bonds in the Articles; and

5) Miscellaneous.

On the basis of the aforementioned agenda, the Meeting has unanimously taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting RESOLVES to convert all issued shares (parts sociales) of each class (from class A to and including class L shares, hereinafter collectively referred to as the "Twelve Classes of Shares"), into ordinary shares (parts sociales) of the Company, all having therefore the same rights and privileges as the existing shares and ranking *pari passu* between them.

Second resolution

The Meeting RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred fifteen million eight hundred thirtyone thousand nine hundred Euro (EUR 115,831,900.-) so as to raise it from its current amount of one million three hundred ninety-eight thousand nine hundred Euro (EUR 1,398,900.-), to one hundred seventeen million two hundred thirty thousand eight hundred Euro (EUR 117,230,800.-) by the issuance of one million one hundred fifty-eight thousand three hundred nineteen (1,158,319) new ordinary shares (parts sociales) with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each (the "New Shares"), having the same rights and privileges as the existing shares.

Intervention of the subscribers - Subscription - Payment

The Meeting RESOLVES to approve the subscription of the New Shares by the current shareholders of the Company (hereinafter together referred to as the "Subscribers" and/or the "Shareholders") named in the table below and to pay them up by contribution in kind consisting in the conversion of an equivalent number of convertible bonds issued by the

Company and currently outstanding, as further described in a report of the sole director (gérant unique) of the Company dated 14 December 2011 (the "Company's Report") relating to the value of the contribution in kind (the "Contribution").

Subscribers	Number of New Shares subscribed	Subscription value of the New Shares in EUR
1 Eurazeo Partners SCA, SICAR	512,325	51,232,500
2 Eurazeo Partners B SCA, SICAR	230,175	23,017,500
3 BGL BNP Paribas	67,547	6,754,700
4 APEH Europe IV	49,500	4,950,000
5 Allianz Capital Investissement 2	18,757	1,875,700
6 CM CIC Investissement SAS	67,547	6,754,700
7 Shy LLC	68,257	6,825,700
8 La Financière Patrimoniale d'Investissement, SAS	36,993	3,699,300
9 Capinvest, SC	2,970	297,000
10 Maninvest, SC	990	99,000
11 Tigre SAS	49,500	4,950,000
12 West LB AG	53,758	5,375,800
Total	1,158,319	115,831,900

As a result of the above share capital increase, the Shareholders respectively own a number of the Company's shares as mentioned in the table below:

Shareholders	Total number of Shares	% of share capital
1 Eurazeo Partners SCA, SICAR	517,500	44.1437%
2 Eurazeo Partners B SCA, SICAR	232,500	19.8327%
3 BGL BNP Paribas	68,946	5.8812%
4 APEH Europe IV	50,000	4.2651%
5 Allianz Capital Investissement 2	18,946	1.6161%
6 CM CIC Investissement SAS	68,946	5.8812%
7 Shy LLC	68,946	5.8812%
8 La Financière Patrimoniale d'Investissement, SAS	37,367	3.1875%
9 Capinvest, SC	3,000	0.2559%
10 Maninvest, SC	1,000	0.0853%
11 Tigre SAS	50,000	4.2651%
12 West LB AG	55,157	4.7050%
Total	1,172,308	100%

Description of the contribution

The value of the Contribution is evidenced by the Company's Report, which values the Contribution at the amount of one hundred fifteen million eight hundred thirty-one thousand nine hundred Euro (EUR 115,831,900.-).

The Company's Report, after having been signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Third resolution

The Meeting RESOLVES to amend and fully restate the Articles taking into account the preceding resolutions.

The appearing parties, represented as stated here above, have therefore requested the undersigned notary to enact the restated Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5 and 8 the exceptional rules applying to a one member company (société unipersonnelle).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in EG, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any financial operations, as well as any transactions on movable property.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination “ECIP Europcar S.à r.l.”

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders (the “Shareholders”) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 - Subscribed share capital

The Company’s share capital is fixed at one hundred seventeen million two hundred thirty thousand eight hundred Euro (EUR 117,230,800.-) represented by one million one hundred seventy-two thousand three hundred and eight (1,172,308) shares (parts sociales) of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid up (the “Shares”).

From the moment and as long as all the Shares are held by only one Shareholder, the Company is a one member company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the single Shareholder or by decision of the general Shareholders’ meeting, in accordance with these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit participation

Each Share entitles its holder to a fraction of the corporate assets and profits in direct proportion to the number of Shares in existence.

In case of distribution of dividend or profit accrued on the Shares (the “Distributable Profit”), the rights to distribution pertaining to each Shareholder shall be exercised on a pro rata basis with regard to its respective shareholding in the Company.

On a return of capital by the Company, whether on a liquidation, reduction of capital, redemption of shares, repayment of share premium or otherwise, any return of capital (and/or any surplus assets) available for distribution to Shareholders (the “Available Assets”), the Company’s Available Assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to their respective shareholding in the Company.

6.4 - Indivisibility of shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Transfers

6.5.1 - General In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable to non-Shareholders.

In case of plurality of Shareholders, the Transfer of Shares inter vivos to third parties other than to Permitted Transferees must be authorized by Shareholders representing three quarters of the paid-in capital of the Company, in accordance with Articles 189 and 190 of the Law.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Likewise, Transfers shall be null and void and have no force and effect if effected in violation of the provisions of this Article 6.5 and the Company shall not effect any such Transfer in its share register.

6.5.2 - General Restrictions on Transfers

Investors shall not transfer Shares inter vivos to non-Shareholders until 30 June 2013 (the “Investors Non-Transferability Period”) save under the conditions provided by these Articles.

As from the expiration of the Investors Non-Transferability Period, all or part of the Shares may be transferred inter vivos to non-Shareholders for cash consideration only.

6.5.3. - Transfer of Investors Shares in the event of Transfer of EP Shares

By derogation from Article 6.5.2, in the event EP and/or EP B transfer all or part of the Shares they hold in the Company (the “EP Securities Transferred”) to a Third Party Purchaser, EP, EP B and the Investors shall ensure that the Investors (and EP or EP B if only one of them transfers its Shares) simultaneously transfer to the Third Party Purchaser according to the same terms and conditions as the conditions of Transfer of the EP Securities Transferred to be sold in connection with the Transfer, including the representations and warranties to be granted to the Third Party Purchaser and the deferred payment of all or part of the consideration if applicable, a portion of the Shares in the Company held by the Investors equal to the number derived by multiplying (a) the total number of Shares in the Company owned by such Investors by (b) a fraction, the numerator of which is the total number of EP Shares to be sold in connection with the Transfer and the denominator of which is the total number of Shares held by EP and or EP B immediately prior to such transfer.

The representation and warranties provided for in the above paragraph are granted by each Shareholder under the following conditions:

- each Shareholder shall make such representations and grant such warranties on its own behalf and not jointly with the other Shareholders;

- no Shareholder shall hereby make representations or grant warranties above the price for the Shares transferred by such Shareholder; . each Shareholder shall make representations and grant warranties pro rata to its shareholding in the Company.

EP, EP B and each of the Investors shall bear its pro rata share of all the costs, fees and other expenses incurred by the Investors, EP and/or EP B in connection with the sale of Shares in accordance with this Article 6.5.3.

6.6 - Right of First Refusal (“ROFR”)

6.6.1 Benefit of the ROFR a) During the Investors Non-Transferability Period During the Investors Non-Transferability Period, in the event that any of the Investors receives an offer (the “Investor Offer”) from any other Investors or New Investors at the date of the offer (the “Offeror”) to acquire any of its Shares (the “Investor ROFR Securities”), the Investors shall have the right to transfer the Investor ROFR Securities subject to prior approval from the director(s) of the Company, EP and EP B or any entity or entities designated by EP and/or EP B shall have the right to acquire for cash the Investor ROFR Securities.

In the event EP and/or EP B do not fully exercise their ROFR, EP and/or EP B shall be deemed to have waived their ROFR. In that case, each Investor shall be entitled to exercise such ROFR in replacement of EP and/or EP B (the “Secondary ROFR”), at the conditions first proposed to EP and/or EP B for the Investor ROFR Securities. Should any Investor not fully exercise its Secondary ROFR, it shall be deemed to have waived its Secondary ROFR.

b) After the Investors Non-Transferability Period

Following the expiration of the Investors Non-Transferability Period, in the event that any of the Investors receives a Third Party Offer to acquire any of its Shares (the “Third Party ROFR Securities”), EP and/or EP B and/or any entity or entities designated by EP and/or EP B shall have the right to acquire for cash the Third Party ROFR Shares.

6.6.2 Exercise of the ROFR by EP and EP B

a) Offer Notice

The Investor who intends to transfer any of its Shares pursuant to Article 6.6.1 above (the “Selling Investor”) shall promptly notify, as the case may be, the Third Party Offer to EP and EP B or the Investor Offer to EP and EP B and the other Investors, by giving them written notice (the “Offer Notice”). Such Offer Notice shall be given before the completion of the contemplated Transfer and shall set forth:

- The identification of the Third Party Purchaser or of the Offeror, as the case may be, and, for the Third Party Purchaser, the identification of its ultimate Controlling shareholder(s);

- A description of the terms and conditions of the Third Party Offer or of the Investor Offer; and

- The cash consideration to be paid for the Third Party ROFR Securities or the Investor ROFR Securities as the case may be (together the “Transfer Conditions”).

The Offer Notice shall constitute the Selling Investor’s irrevocable offer to transfer, as the case may be, the Third Party ROFR Securities to EP and/or EP B or the Investor ROFR Securities to EP and/or EP B and the other Investors.

b) Exercise of the ROFR

The ROFR may be exercised by EP and/or EP B by delivering to the Selling Investor with copy to the other Investors a written notice within thirty (30) calendar days following the receipt of the Offer Notice (the “ROFR Notice Period”), offering to the Selling Investor to purchase all, but not less than all, of the Third Party ROFR Securities or of the Investor ROFR Securities as the case may be (the “ROFR Notice”).

In the event that EP and/or EP B exercise their ROFR within the ROFR Notice Period, all the ROFR Securities shall be transferred to EP and/or to EP B according to the same terms and conditions as the Transfer Conditions.

6.7 - Secondary Right of First Refusal (“Secondary ROFR”)

The Secondary ROFR shall be considered as exercisable from the earliest of (i) an express refusal of EP and/or EP B to exercise their ROFR within the ROFR Notice Period referred to under Article 6.6.2 b) or (ii) in the absence of such express refusal, on the first (1st) calendar day following expiry of such ROFR Notice Period.

Each Investor (the "Interested Investor") shall notify the Company and the other Investors of its intention to exercise its Secondary ROFR by written notice (the "Secondary ROFR Notice") given within twenty (20) calendar days after the Secondary ROFR becomes effectively exercisable (the "Secondary ROFR Notice Period").

Each Interested Investor shall exercise its Secondary ROFR to the fullest extent possible, and not less than pro rata to its shareholding in the Company.

For the avoidance of doubt, the provisions of these Articles 6.6 and 6.7 shall not apply to any Transfer of the EP Shares. In the event neither the ROFR nor the Secondary ROFR are exercised in accordance with the provisions of these Articles 6.6 and 6.7, the Third Party ROFR Securities or Investor ROFR Securities, as the case may be, shall be transferred in favor of the Third Party Purchaser or of the Offeror, as the case may be, upon terms no less favourable for the Selling Investor than the Transfer Conditions notified in the Offer Notice, within forty-five (45) calendar days from the expiration of the ROFR Notice Period or the Secondary ROFR Notice Period, as the case may be.

6.8 - Registration of Shares

All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 - Appointment and removal

7.1.1. The Company is managed by one or more directors (gérants). If several directors have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) need not to be shareholder(s).

7.1.2. The director(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders and shall be the same as for EP or any Affiliate of EP's director.

7.1.3. Any director may be revoked by resolutions adopted by the Shareholders.

7.1.4. In the event a director is removed or replaced or in the event a director resigns, dies, retires or in the event of any other vacancy, his/her replacement shall be appointed by the general Shareholders' meeting.

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders, fall within the competence of the sole director, or in case of plurality of directors, of the board of directors.

7.3 - Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the director(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, including the sale (partly or fully) of EG and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, and, in case of plurality of directors, by the sole signature of any member of the board of directors.

The sole director or in case of plurality of directors, the board of directors, may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of directors may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The resolutions of the board of directors shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director.

The board of directors can discuss or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at the meeting of the board of directors.

In case of plurality of directors, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another director as his proxy.

7.5 - Liability of directors

The director(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting.

8.1 General

The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

8.2 Special matters relating to EG

The sole director or in case of plurality of directors, the board of directors shall obtain the affirmative vote of the Shareholders representing three-quarters (3/4) of the whole issued share capital of the Company, either

(i) at a general meeting of Shareholders representing all the issued share capital or (ii) in writing after having sent the text of the resolutions to each Shareholder, prior to deciding of the following matters:

(i) Any amendment to the EG Shareholders' Agreement which could impact the value of the investment held by the Investors in EG;

(ii) Any Transfer of Securities held by the Company to an Affiliate of the Company unless such Transfer is part of a restructuring leading to an IPO of EG or to a total or partial sale of Securities to a Third Party.

The sole director or in case of plurality of directors, the board of directors shall decide on the exercise of its tag-along rights pursuant to the EG Shareholders' Agreement upon the affirmative vote of the majority of the Shareholders representing the majority of the whole issued share capital of the Company, either (i) at a general meeting of Shareholders representing all the issued share capital or (ii) by written resolution (each Shareholder having received the text beforehand). Shares held by EP, EP B and, as the case may be, by any EP's and/or EP B's Permitted Transferee shall not be taken into account for the calculation of this vote and EP, EP B and, as the case may be, any EP's or EP's B Permitted Transferee shall not take part to this vote.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the last Friday of June at 10 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director or of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Art. 10. Audit. The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors as foreseen by Article 200 of the Law for limited liability companies having more than twenty-five (25) shareholders. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors. The statutory auditors shall be appointed by the annual general meeting of shareholders in accordance with Article 9 among the list of the Réviseurs d'Entreprises agréés.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.

11.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1st January and ends on the 31st December with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31st December 2006.

11.2 - Annual accounts

Each year, the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor (s).

Art. 12. Distribution of profits.

12.1. General Principle

The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the Shareholder(s) in accordance with Article 6.3.

12.2. Distribution of Interim Dividends

Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 12.2. and subject to any rule in addition to these as determined by the sole director and/or the board of directors together with the Shareholders:

- The sole director and/or the board of directors shall have exclusive competence to take the initiative to declare an interim dividend and allow the distribution of such interim dividend as it deems appropriate and in accordance with the Company's corporate interest.

- In this respect, the sole director and/or the board of directors is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these Articles and in particular Article 6.3 and on any agreement possibly entered into from time to time between the Shareholders.

- In addition, the decision of the sole director and/or the board of directors shall be supported by interim financial statements of the Company showing a distributable profit in an amount sufficient to proceed to such interim distribution.

- Finally, the distribution of an interim dividend shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the interim financial statements of the Company. The sole director and/or the board of directors may mandate an independent auditor to review the interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

- In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of Article 201 of the Law, which provides for a recovery against the Shareholders of the dividends which have been distributed to them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of Shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 15. Modification of articles. These Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of Shareholders, by an extraordinary general meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the Law.

Art. 16. Definitions. For the Purpose of the Articles:

"Affiliate"	means when used with respect to a specified person which is not a natural Person, (i) another Person that, either directly or indirectly through one or more intermediaries, Controls or is Controlled by the Person specified (in the case of a fund, its manager or any person which Controls or is Controlled by its manager), and (ii) a fund managed by that Person. All Affiliates are subject to fulfillment of anti-money laundering policies as applicable in Luxembourg at the time of the Transfer of Shares or capital increases of the Company.
"Co-Investing Fund"	means any fund co-investing alongside EP, with similar investment policy and coinvestment rules as EP and managed by EML.
"Control"	means the holding of more than fifty percent (50%) of the share capital or voting rights of a company.
"Distributable Profit"	has the meaning set forth in Article 6.3.
"EP"	means Eurazeo Partners S.C.A., SICAR, a société en commandite par actions incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 25, rue Philippe II, L- 2340 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 116.189.
"EP B"	means Eurazeo Partners B S.C.A., Sicar, a société en commandite par actions

	incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 125.545.
“EP Shares”	means, at any time, the Shares held by EP and/or EP B and/or by one of their Affiliates.
“EG”	means Europcar Groupe SA, a société anonyme incorporated under the laws of France, whose registered office is at 5/6 Place des Frères Montgolfier, Immeuble Mirabeau, F- 78280 Guyancourt, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Versailles under the number 489 099 903.
“EG Shareholders’ Agreement”	means the shareholders’ agreement relating to the shareholding and investment in EG entered into between Eurazeo and the Company, as amended, restated or supplemented from time to time in accordance with its provisions.
“EML”	Eurazeo Management Lux S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 116.188.
“Eurazeo”	means Eurazeo SA, a société anonyme incorporated under the laws of France, whose registered office is at 3, rue Jacques Bingen - F- 75017 Paris, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Paris under the number 692 030 992.
“Investors”	means BGL BNP Paribas, APEH Europe IV, Allianz Capital Investissement, CIC, SHY, LFPI, Capinvest, Maninvest, Tigre and West LB together with any future Shareholder of the Company (other than any EP’s and EP B’s Permitted Transferee(s)).
“Investors Non- Transferability Period”	has the meaning set forth in Article 6.5.2.
“Investor ROFR Securities”	has the meaning set forth in Article 6.6.1.
“Investors Shares”	means, at any time, the Shares held by the Investors.
“Law”	means the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time.
“New Investors”	means any Person designated by EML which is neither a shareholder of the Company nor a shareholder of EP or of any Co-Investing Fund.
“Permitted Transferee”	means, with respect to any Person, an Affiliate of such Person.
“Person”	means any natural person, corporation, limited partnership, general partnership, limited liability company, joint stock company, joint venture, association, company, trust or other organization, or any governmental authority.
“Securities”	means, at any time, the EG shares as well as any instrument giving access, immediately or at term, to the share capital of EG.
“Shares”	means, at any time, the shares in the Company.
“Third Party”	means any Person who is not a Shareholder.
“Third Party Offer”	means a firm, binding and fully financed offer by a Third Party to purchase part or all of the Investors Shares for a cash consideration.
“Third Party Purchaser”	means when used in connection with a Transfer other than a Transfer to a Permitted Transferee, means the Person(s) who acquire(s) Shares in the Company pursuant to the Transfer.
“Third Party ROFR Securities”	has the meaning set forth in Article 6.6.1.
“Transfer”	means any redemption, sale, transfer, conveyance, assignment, promise to sell, encumbrance or disposition, whether by contract or by operation of law, including any sale of equity, merger, recapitalization, reorganization, liquidation or any other similar transaction.”

There being no further business, the Meeting is terminated.

Estimate of cost

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately EUR 6,800 (six thousand eight hundred euros)

Powers

The appearing parties, acting in the same interest, do hereby grant power to any clerk and/or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatorze décembre.

Par-devant nous, Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de ECIP Europcar S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 120.530 et ayant un capital social s'élevant à un million trois cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent Euros (EUR 1.398.900,-) (la «Société»).

La Société a été constituée en date du 19 septembre 2006 par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux, notaire résidant à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations daté du 30 Novembre 2006, numéro 2240 page 107482. Les statuts de la Société ont été amendés pour la dernière fois par un acte du notaire Maître Jacques Delvaux, en date du 29 juin 2007 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations daté du 27 janvier 2009, numéro 173 page 8271.

L'assemblée des associés (l'«Assemblée») est présidée par Monsieur Laurent Guérineau, ayant son adresse professionnelle au 32, rue de Monceau, 75008 Paris, France;

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Virginie Gonella, ayant son adresse professionnelle au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.;

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antoine Lallier, ayant son adresse professionnelle au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social actuel de la Société est fixé à un million trois cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cents Euros (EUR 1.398.900,-), représenté par treize mille neuf cent quatre-vingt-neuf (13.989) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées et divisées en douze (12) classes (c'est-à-dire de la classe A à et incluant la classe L);

II. Les associés présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée par les mandataires des associés représentés. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur, par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. Les procurations desdits associés représentés, après avoir été signées ne varietur, par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Il résulte de cette liste de présence que cent pourcent (100%) des parts sociales émises par la Société sont représentées à la présente Assemblée laquelle est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et voter sur tous les points portés à l'ordre du jour ci-dessous.

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1) Conversion de toutes les parts sociales de chaque classe de parts sociales (de la classe de parts sociales A à et incluant la classe L, ci-après collectivement définies comme les "Douze Classes de Parts Sociales"), en parts sociales ordinaires de la Société, toutes ayant les mêmes droits et prérogatives que les parts sociales existantes et traitées pari passu entre elles;

2) Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent quinze millions huit cent trente et un mille neuf cents Euros (EUR 115.831.900,-) afin de le porter de son montant actuel d'un million trois cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cents Euros (EUR 1.398.900,-), à cent dix-sept millions deux cent trente mille huit cents Euros (EUR 117.230.800,-) par l'émission d'un million cent cinquante-huit mille trois cent dix-neuf (1.158.319) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et prérogatives que les parts sociales existantes;

3) Souscription et libération intégrale d'un million cent cinquante-huit mille trois cent dix-neuf (1.158.319) Nouvelles Parts Sociales par les associés actuels de la Société, par un apport en nature consistant en la conversion des un million cent cinquante-huit mille trois cent dix-neuf (1.158.319) obligations convertibles émises par la Société (les «Obligations»), tel que plus amplement décrit dans un rapport du gérant unique de la Société daté du 14 décembre 2011;

4) Modification subséquente, refonte et mise à jour, des statuts de la Société (les «Statuts») afin, entre autres, de supprimer toute référence aux Douze Classes de Parts Sociales et aux Obligations dans les Statuts; et

5) Divers. Sur base de l'ordre du jour susmentionné, l'Assemblée a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE de convertir toutes les parts sociales de chaque classe (de la classe de parts sociales A à et incluant la classe L, ci-après collectivement définies comme les "Douze Classes de Parts Sociales"), en des parts sociales ordinaires de la Société, toutes ayant les mêmes droits et prérogatives que les parts sociales existantes et traitées pari passu entre elles.

Deuxième résolution

L'Assemblée DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent quinze millions huit cent trente et un mille neuf cents Euros (EUR 115.831.900,-) afin de le porter de son montant actuel d'un million trois cent quatre-vingt-dix mille neuf cents Euros (EUR 1.398.900,-), à cent dix-sept millions deux cent trente mille huit cents Euros (EUR 117.230.800,-) par l'émission d'un million cent cinquante-huit mille trois cent dix-neuf (1.158.319) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et prérogatives que les parts sociales existantes.

Intervention des souscripteurs - Souscription - Libération

L'Assemblée DECIDE d'approuver la souscription des Nouvelles Parts Sociales par les associés actuels de la Société (ci-après collectivement définis comme les «Souscripteurs» et/ou les «Associés») nommés dans le tableau ci-dessous et de les libérer par un apport en nature consistant en la conversion d'un nombre équivalent d'obligations convertibles émises par la Société et actuellement en circulation, telle que plus amplement décrite dans un rapport du gérant unique de la Société daté du 14 décembre 2011 (le «Rapport de la Société») portant sur la valeur de l'apport en nature (l'«Apport»).

Souscripteurs	Nombre de Nouvelles Parts Sociales souscrites	Valeur de souscription des Nouvelles Parts Sociales en EUR
1 Eurazeo Partners SCA, SICAR	512.325	51.232.500
2 Eurazeo Partners B SCA, SICAR	230.175	23.017.500
3 BGL BNP Paribas	67.547	6.754.700
4 APEH Europe IV	49.500	4.950.000
5 Allianz Capital Investissement 2	18.757	1.875.700
6 CM CIC Investissement SAS	67.547	6.754.700
7 Shy LLC	68.257	6.825.700
8 La Financière Patrimoniale d'Investissement, SAS	36.993	3.699.300
9 Capinvest, SC	2.970	297.000
10 Maninvest, SC	990	99.000
11 Tigre SAS	49.500	4.950.000
12 West LB AG	53.758	5.375.800
Total	<u>1.158.319</u>	<u>115.831.900</u>

En conséquence de l'augmentation de capital social décrite ci-dessus, les Associés possèdent respectivement un nombre de parts sociales de la Société, tel que mentionné dans le tableau ci-dessous:

Associés	Nombre total de Parts Sociales	% du capital social
1 Eurazeo Partners SCA, SICAR	517.500	44,1437%
2 Eurazeo Partners B SCA, SICAR	232.500	19,8327%
3 BGL BNP Paribas	68.946	5,8812%
4 APEH Europe IV	50.000	4,2651%
5 Allianz Capital Investissement 2	18.946	1,6161%
6 CM CIC Investissement SAS	68.946	5,8812%
7 Shy LLC	68.946	5,8812%
8 La Financière Patrimoniale d'Investissement, SAS	37.367	3,1875%
9 Capinvest, SC	3.000	0,2559%
10 Maninvest, SC	1.000	0,0853%
11 Tigre SAS	50.000	4,2651%
12 West LB AG	55.157	4,7050%

Total	1.172.308	100%
-------------	-----------	------

Description de l'apport

La valeur de l'Apport est attestée par le Rapport de la Société, qui évalue l'Apport au montant de cent quinze millions huit cent trente et un mille neuf cents Euros (EUR 115.831.900,-).

Le Rapport de la Société, après avoir été signé ne varietur par les parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis aux formalités d'enregistrement.

Troisième résolution

L'Assemblée DECIDE de modifier et de refondre entièrement les Statuts en tenant compte des résolutions précédentes.

Les parties comparantes, représentées comme mentionné ci-dessus, ont dès lors requis le notaire instrumentant d'acter la refonte des Statuts de la Société, lesquels se liront dorénavant comme suit:

Art. 1^{er} . Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5.1, et 8, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société unipersonnelle.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans EG, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, de parts sociales, d'obligations, de reconnaissances de dettes, obligations bancaires ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, excepté par le biais d'une offre au public, qui peuvent être convertibles et à l'émission de titres obligataires.

D'une manière générale, la Société peut accorder une assistance aux sociétés du Groupe, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut en outre effectuer toute opération financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination sociale. La Société existera sous la dénomination «ECIP Europcar S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société (les «Associés») délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Nonobstant le paragraphe ci-dessus, le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la municipalité par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux ou des succursales établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 - Capital social souscrit et autorisé

Le capital social de la Société est fixé à cent dix-sept millions deux cent trente mille huit cents Euros (EUR 117.230.800,-) représenté par un million cent soixante-douze mille trois cent huit (1.172.308) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Sociales»).

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul Associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'Associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'Associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des Associés conformément aux Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux profits

Chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en directe proportion avec le nombre de Parts Sociales existantes.

En cas de distribution de dividendes ou de profit accumulé sur les Parts Sociales (les «Profits Distribuables»), les droits à distribution appartenant à chaque Associé seront exercés au pro rata de leur participation respective dans la Société.

Lors d'un remboursement de capital par la Société, que ce soit par liquidation, réduction du capital social, rachat de parts sociales, remboursement de prime d'émission ou autre, tout remboursement de capital (et/ou tout actif en surplus) disponible pour distribution aux Associés («les Actifs Disponibles»), les Actifs Disponibles de la Société seront distribués aux Associés au pro rata de leur participation respective dans la Société.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 - Général

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par l'Associé Unique sont librement transmissibles à des non-Associés.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, le Transfert de Parts Sociales inter vivos à des tiers autres que des Cessionnaires Autorisés doit être autorisé par les Associés représentant au moins trois quarts du capital social libéré de la Société conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Les Transferts de Parts Sociales doivent s'effectuer par acte notarié ou acte sous seing privé. Les Transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. De même, les Transferts seront nuls et non avenue et dépourvus d'effet s'ils sont réalisés en violation des dispositions de cet Article 6.5 et la Société n'inscrira pas un tel Transfert dans le registre des Parts Sociales.

6.5.2 - Restrictions générales sur les Transferts de Parts Sociales

Les Investisseurs ne doivent pas Transférer de Parts Sociales inter vivos à des non-Associés jusqu'au 30 juin 2013 (la «Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs») sauf dans le respect des conditions spécifiées dans les Statuts.

A l'expiration de la Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs, tout ou partie des Parts Sociales peut être transférée inter vivos à des non Associés contre paiement en numéraire seulement.

6.5.3 - Transfert des Parts Sociales des Investisseurs dans le cas de Transfert des Parts Sociales détenues par EP

Par exception aux dispositions de l'article 6.5.2, si EP et/ou EP B transfèrent tout ou partie des Parts Sociales qu'ils détiennent dans la Société (les «Parts Sociales de la Société Transférées par EP») à un Tiers Acquéreur, EP, EP B et les Investisseurs (et EP ou EP B si seulement l'un d'eux transfère ses Parts Sociales) devront s'assurer que les autres Investisseurs transfèrent simultanément au Tiers Acquéreur dans les mêmes conditions que celles couvrant le transfert des Parts Sociales de la Société Transférées par EP, incluant les déclarations et garanties de passif à donner au Tiers Acquéreur et le paiement différé de tout ou partie du prix le cas échéant, une partie des Parts Sociales de la Société détenues par les Investisseurs égale au nombre obtenu en multipliant (a) le nombre total de Parts Sociales de la Société détenu par ces Investisseurs par (b) une fraction dont le numérateur est le nombre total des Parts Sociales de la Société Transférées par EP à céder et le dénominateur est le nombre total des Parts Sociales de la Société détenues par EP et/ou EP B immédiatement avant un tel Transfert (les «Parts Sociales des Investisseurs Transférées»).

Les déclarations et garanties de passif énoncées dans le paragraphe précédant sont données à tout Associé aux conditions suivantes:

- chaque Associé doit faire ces déclarations et accorder ces garanties de passif en son nom et non pas conjointement avec les autres Associés;
- aucun Associé ne doit faire de déclarations ou accorder de garanties de passif allant au delà du prix correspondant aux Parts Sociales de la Société Transférées par cette partie; et
- chaque Associé doit faire des déclarations et accorder des garanties de passif au pro rata de sa participation dans la Société.

EP, EP B et les autres Investisseurs doivent supporter au pro rata leur part de coûts, frais et autres dépenses engagées par les Investisseurs, EP et/ou par EP B en rapport avec la vente des Parts Sociales et ce, en conformité avec l'article 6.5.3.

6.6 Droit De Premier Refus («DDPR»)

6.6.1 Bénéfice du DDPR a) Pendant la Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs

Pendant la Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs, si l'un quelconque des Investisseurs reçoit une offre (l'«Offre de l'Investisseur») d'un autre Investisseur ou d'un Nouvel Investisseur à la date de l'offre (le «Pollicitant») pour acquérir les Parts Sociales de la Société (les «Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR»), l'Investisseur a le droit de transférer les Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR sous réserve de l'accord préalable du ou des gérant(s) de la Société, EP et EP B ou toute autre entité ou entités désignées par EP et/ou EP B a le droit d'acquérir en échange d'un paiement en numéraire les Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR.

Si EP et/ou EP B n'utilisent pas pleinement leur DDPR, EP et/ou EP B seront considérés comme ayant renoncé à ce DDPR. Chaque Investisseur sera dès lors autorisé à utiliser ce DDPR à la place d'EP et/ou EP B (le «Deuxième DDPR») aux conditions d'abord proposées à EP et/ou EP B pour les Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR. Si un Investisseur n'exerce pas en totalité ce Deuxième DDPR, il sera considéré comme ayant renoncé à ce Deuxième DDPR.

b) Après la Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs

A l'expiration de la Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs, si l'un quelconque des Investisseurs reçoit une Offre du Tiers d'acquérir ses Parts Sociales et/ou, le cas échéant, les Obligations Convertibles (les «Titres intéressant un Tiers et Soumises au DDPR»), ECIP et/ou ECIP B ou toute entité ou entités désignées par ECIP et/ou ECIP B aura le droit d'acquérir en échange d'un paiement en numéraire les Parts Sociales intéressant un Tiers et Soumises au DDPR.

6.6.2 Exercice du DDPR par EP et EP B

a) Notification de l'offre

L'investisseur qui transfère des Parts Sociales conformément aux dispositions de l'article 6.6.1. ci-dessus (l'«Investisseur Vendeur») doit notifier promptement l'Offre du Tiers ou l'Offre de l'Investisseur selon le cas à EP et EP B et autres Investisseurs par le biais d'une notification écrite (la «Notification de l'Offre»). Cette Notification de l'Offre doit être faite avant la réalisation du Transfert envisagé et doit comporter:

- l'identité du Tiers Acquéreur ou du Pollicitant selon le cas et, concernant le Tiers Acquéreur, l'identité de son/ses actionnaire(s) majoritaire(s) final/finaux respectif(s);
- une description des conditions de l'Offre du Tiers ou de l'Offre de l'Investisseur; et
- le paiement en numéraire à effectuer pour les Titres intéressant un Tiers et Soumises au DDPR ou des Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR selon le cas (ensemble les «Conditions de Transfert»).

La Notification de l'Offre doit constituer l'offre irrévocable de l'Investisseur Vendeur de transférer les Titres intéressant un Tiers et Soumises au DDPR à EP et/ou EP B et les Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR à EP et/ou EP B et aux autres Investisseurs.

b) Exercice du DDPR

Le DDPR peut être exercé par EP et/ou EP B en faisant parvenir une notification écrite dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception de la Notification de l'Offre (la «Période de Notification du DDPR»), offrant à l'Investisseur Vendeur d'acheter la totalité, et pas moins que la totalité, des Titres intéressant un Tiers et Soumises au DDPR ou les Titres de l'Investisseur Soumises au DDPR selon le cas (la «Notification du DDPR»).

Si EP et/ou EP B exercent leur DDPR, tous les Titres sujets au DDPR doivent être transférés à EP et/ou EP B selon les mêmes conditions que les Conditions de Transfert.

6.7. Deuxième DDPR (le «Deuxième DDPR»)

Le Deuxième DDPR doit être considéré comme pouvant être exercé au plus tôt au moment (i) d'un refus exprès de EP et/ou d'EP B d'exercer leur DDPR au cours de la Période de Notification du DDPR visée à l'article 6.6.2 b) ou (ii) en toutes autres hypothèses, au premier (1^{er}) jour calendaire suivant l'expiration de cette Période de Notification du DDPR.

Chaque Investisseur (l'«Investisseur Intéressé») doit notifier à la Société son intention d'exercer son Deuxième DDPR par notification écrite (la «Deuxième Notification de DDPR») faite dans les vingt (20) jours calendaires suivant le moment où le Deuxième DDPR devient effectivement possible à exercer (la «Deuxième Période de Notification»).

Chaque Investisseur Intéressé doit exercer son Deuxième DDPR de la façon la plus étendue possible, au pro-rata de sa participation dans la Société, et pas à moins.

Pour éviter toute confusion, les dispositions des articles 6.6 et 6.7 ne s'appliquent pas aux Transferts de Parts Sociales détenues par EP dans la Société. Faute de mise en oeuvre d'un DDPR et/ou un Deuxième DDPR tel qu'exposés aux articles 6.6 et 6.7, les Parts Sociales intéressant un Tiers et Soumises au DDPR ou les Parts Sociales de l'Investisseur Soumises au DDPR non attribuées doivent être Transférées, selon le cas, au Tiers Acquéreur ou au Pollicitant, à des conditions non moins favorables pour l'Investisseur Vendeur que les Conditions de Transfert exposées dans la Notification de l'Offre, dans les quarante-cinq (45) jours suivant l'expiration de la Période de Notification du DDPR ou de la Deuxième Période de Notification selon le cas.

6.8 - Enregistrement de parts

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des Associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Management.

7.1 - Nomination et révocation

7.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement Associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des Associés et doit/doivent être le(s) même(s) que pour EP ou pour l'un des Affiliés du gérant de EP.

7.1.3 Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) par résolution adoptée par les Associés.

7.1.4 Si un gérant est révoqué ou remplacé ou si un gérant démissionne, décède, part à la retraite ou pour tout autre cas de vacance, son ou sa remplaçante sera nommé(e) par l'assemblée générale des Associés.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des Associés relèvent de la compétence du gérant ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, les gérants auront tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société, y compris la vente (partielle ou totale) de EG, et en conformité avec les termes du présent article 7.3.

La Société est engagée par la signature unique du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature unique de tout membre du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra subdéléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités de ce mandataire et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toute autre conditions nécessaire de son mandat.

7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des Associés.

Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposées dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par tout gérant.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à ladite réunion.

Les résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants, produiront effet au même titre que les résolutions prises aux réunions du conseil de gérance. Une telle approbation pourra tenir en où plusieurs documents séparés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Tout gérant peut agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par fac-similé, câble, télégramme ou télex, un autre gérant comme son mandataire.

7.5 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés.

8.1 Général

L'Associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés.

En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque Associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des Parts Sociales détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés détenant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales des Associés n'est pas obligatoire, quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

8.2 Autorisations Spéciales liée à EG

Le gérant unique, ou le conseil de gérance de la Société, devra obtenir le vote affirmatif des Associés représentant les trois-quarts (3/4) de la totalité du capital social émis de la Société, soit (i) lors de l'assemblée générale des Associés représentant la totalité du capital social émis ou (ii) par écrit après avoir envoyé le texte des résolutions à chaque Associé, avant de se prononcer dans les domaines suivants:

(i) toute modification apportée au Pacte d'Actionnaires de EG qui pourrait avoir un effet sur la valeur de l'investissement détenu par les Investisseurs dans EG;

(ii) tout transfert de Titres détenus par la Société à un Affilié de la Société sauf si un tel transfert fait partie d'une restructuration amenant à une Introduction en bourse de EG ou à une vente totale ou partielle des Titres à un Tiers.

Le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société devra se prononcer sur l'exercice de ses droits de retrait (tag along) en application du Pacte d'Actionnaires de EG suite au vote affirmatif des Associés représentant la majorité de la totalité du capital social émis de la Société, soit (i) lors de l'assemblée générale des Associés représentant la totalité du capital social émis ou (ii) par résolution écrite (chaque Associé ayant reçu le texte auparavant). Les Parts Sociales détenues

par EP, EP B et, le cas échéant, par leurs Cessionnaires Autorisés, ne doivent pas être prises en compte pour le calcul de ce vote et EP, EP B et, le cas échéant leurs Cessionnaires Autorisés ne participeront pas au vote.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre des Associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale annuelle des Associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier vendredi du mois de juin à 10 heures. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, tels que prévu par l'article 200 de la Loi dans le cas de sociétés à responsabilité limitée ayant plus de vingt-cinq (25) associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former un conseil des commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale des associés et selon les modalités de l'Article 9 et choisis sur la liste des Réviseurs d'Entreprises agréés.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 - L'exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année suivante, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2006.

11.2 - Les comptes annuels

Chaque année, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque Associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires.

Art. 12. Distribution des profits.

12.1 - Principe général

Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux Associés conformément à l'article 6.3.

12.1 - Distributions de dividendes intérimaires

Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où ils sont conformes aux règles de cet article 12.2. et soumises à toute règle s'ajoutant à celles-ci tel que déterminé par le conseil de gérance en accord avec les Associés:

- Le gérant unique et/ou le conseil de gérance aura compétence exclusive pour prendre l'initiative de déclarer un dividende intérimaire et autoriser la distribution d'un tel dividende comme il le trouvera approprié et conformément à l'intérêt social de la Société;

- A cet égard, le gérant unique et/ou le conseil de gérance est exclusivement compétent pour décider du montant des sommes disponibles pour la distribution et de l'opportunité de cette distribution, basée sur la documentation et les principes contenus dans ces statuts et en particulier l'article 6.3 et sur tout accord pouvant avoir été conclu entre les Associés;

- De plus, la décision du gérant unique et/ou du conseil de gérance sera appuyée par des comptes intérimaires de la Société établis au maximum deux (2) mois avant la décision du conseil de gérance et faisant apparaître un profit distribuable d'un montant suffisant pour procéder à une telle distribution;

- Finalement, la distribution d'un dividende intérimaire devra être limitée au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît dans les comptes intérimaires de la Société. Le gérant unique et/ou le conseil de gérance pourra mandater un réviseur indépendant afin de revoir les comptes intérimaires et confirmer les sommes disponibles pour distribution;

- Dans tous les cas, la distribution d'un dividende intérimaire restera soumise aux dispositions de l'article 201 de la Loi qui prévoit la répétition, contre les associés, des dividendes qui leur ont été distribués et qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action se prescrira par cinq (5) ans à partir du jour de la distribution.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou de l'un des Associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution

de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les Associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

Art. 15. Modification des statuts. Les statuts peuvent être modifiés à tout moment, et en cas de pluralité d'Associés, par une assemblée générale extraordinaire des Associés, sous réserve du respect des conditions de quorum et de vote prévues par la Loi.

Art. 16. Définition.

"Affilié"	signifie, lors de son utilisation avec une personne spécifiée qui n'est pas une personne morale (i), une autre Personne qui, soit directement ou indirectement à travers un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle ou est Contrôlée par la Personne spécifiée (dans le cas d'un fonds, son administrateur ou toute personne qui Contrôle ou est Contrôlée par cet administrateur), (ii) un fond administré par cette Personne. Tous les Affiliés sont soumis au respect des politiques de lutte contre le blanchiment d'argent telles qu'applicables au Luxembourg au moment du Transfert des Parts Sociales ou des augmentations de capital de la Société.
"Cessionnaire Autorisé"	signifie, relativement à toute Personne, un Affilié de cette Personne.
"Contrôle"	signifie la détention du contrôle de plus de 50% du capital social d'une société.
"EP"	signifie Eurazeo Partners S.C.A., SICAR, une société en commandite par actions constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.189.
"EP B"	signifie Eurazeo Partners B S.C.A., SICAR, une société en commandite par actions constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.545.
"EG"	signifie Europcar Groupe SA une société anonyme constituée en France, ayant son siège social au 5/6 Place des Frères Montgolfier, Immeuble Mirabeau, F-78280 Guyancourt, enregistrée avec le Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 489 099 903.
"EML"	signifie Eurazeo Management Lux SA, une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116188.
"Eurazeo"	signifie Eurazeo SA, une société anonyme constituée en France, ayant son siège social au 3, rue Jacques Bingen - F-75017 Paris, enregistrée avec le Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 692 030 992.
"Fonds Co- Investisseur"	signifie tout fonds co-investissant aux cotés d'EP, avec une politique d'investissement et des règles de co-investissement similaires à celles de EP et administré par EML.
"Investisseurs"	signifie BGL BNP Paribas, APEH Europe IV, Allianz Capital Investissement, CIC, SHY, LFPI, Capinvest, Maninvest, Tigre and West LB ainsi que tout futur Associé de la Société (à l'exception de tout Cessionnaire autorisé d'EP et d'EP B).
"Loi"	signifie la loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle qu'amendée.
"Nouvel Investisseur"	signifie toute Personne désignée par EML qui n'est ni un Associé de la Société ni un associé de EP ou de tout Fonds Co-Investisseur.
"Offre d'un Tiers"	signifie une offre ferme, liante et financée intégralement par un tiers pour acheter tout ou partie des Parts Sociales des Investisseurs contre un paiement en numéraire.
"Pacte d'Actionnaires de EG"	signifie le pacte d'actionnaires relatif à l'actionariat et à l'investissement dans EG conclure entre Eurazeo et la Société à la date de signature des statuts, tel qu'amendé, réécrit ou complété.
"Parts Sociales de EP"	signifie, à tout moment, les Parts Sociales détenues par EP, EP B ou l'un de ses Affiliés.
"Parts Sociales des Investisseurs"	signifie, à tout moment, les Parts Sociales détenues par les Investisseurs.
"Parts Sociales"	signifie, à tout moment, les parts sociales de la Société.
"Période d'Interdiction de Transfert des Investisseurs"	a le sens donné à l'article 6.5.2.

“Personne”	signifie toute personne morale, société, société en commandite simple, société en nom collectif, société à responsabilité limitée, société par actions, entreprise en commun, association, trust ou autre organisation, ou toute autorité gouvernementale.
“Tiers Acquéreur”	lorsque utilisé en rapport avec un Transfert autre qu’un Transfert à un Cessionnaire Autorisé, signifie la/les personne(s) ou entité(s) qui acquière(nt) des Parts Sociales en application du Transfert.
“Tiers”	signifie toute personne qui n’est pas un Associé.
“Titres”	signifie, à tout moment, les actions de EG ainsi que les instruments donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de EG.
“Transfert”	signifie tout rachat, vente, transfert, promesse de vente, mise en gage or toute cession, par contrat ou par l’effet de la loi, y compris toute vente de capitaux, fusion, recapitalisation, réorganisation, liquidation or transaction similaire.

L’ordre du jour étant épuisé, la réunion est clôturée.

Frais

Les dépenses, rémunérations, frais et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ EUR 6.800 (six mille huit cents euros).

Pouvoirs

Les parties comparantes, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout cleric et/ou employé de l’étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les parties comparantes ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d’une version française et qu’en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Senningerberg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Laurent Guérineau, Virginie Gonella, Antoine Lallier, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 15 décembre 2011. LAC / 2011 / 56065. Reçu 75.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 décembre 2011.

Référence de publication: 2011175255/948.

(110205071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Gelsenkirchen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 650.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180196/10.

(110210352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bedrina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 136.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *BEDRINA S.à r.l.*
Société à responsabilité limitée
Signature

Référence de publication: 2011180205/12.

(110210068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.012.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.665.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180197/10.

(110210347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Liverpool S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 146.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180198/10.

(110210353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Mayfair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 2.858.436,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 109.679.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180199/10.

(110210356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Berfa Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 35, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 77.399.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011180209/9.

(110210478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bambi S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 39.326.

Le Bilan au 30.06.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Norbert SCHMITZ

Administrateur

Référence de publication: 2011180203/11.

(110210155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bedrina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 136.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BEDRINA S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2011180206/12.

(110210071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund Osnabrück S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 650.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.666.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 décembre 2011. Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180200/10.

(110210369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

BRE/Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.490.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180210/12.

(110210448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

BRE/Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.490.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180211/12.

(110210450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bouwfonds European Real Estate Parking Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.043.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 109.680.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 décembre 2011. Jennifer Laux.

Référence de publication: 2011180201/10.

(110210379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Badengruppe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 82.195.

Le Bilan au 31.07.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180202/10.

(110210167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

BRE/Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.490.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180212/12.

(110210451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Belbruck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 59.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011180207/10.

(110209677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Breteuil Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 100.652.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180216/10.

(110209614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

BRE/Sweden 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.008.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180213/12.

(110210086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

BRE/Sweden 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.008.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180214/12.

(110210087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

BRE/Sweden 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.008.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180215/12.

(110210091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Cenpas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 122.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CENPAS S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011180222/12.

(110210044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Breteuil Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 100.652.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180217/10.

(110209616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Bureau Service Mohr Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 44, Grand-Rue.
R.C.S. Luxembourg B 148.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Troisvierges, le 28.12.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011180218/10.

(110209823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Centre Fiduciaire du Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7441 Lintgen, 50, rue de la Bergerie.
R.C.S. Luxembourg B 56.921.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marco DOCKENDORF
Gérant

Référence de publication: 2011180227/11.

(110210312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

**Coiffure Michou, Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Intercoiffure Michou, S.à r.l.).**

Siège social: L-2670 Luxembourg, 2-4, boulevard de Verdun.
R.C.S. Luxembourg B 27.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michèle PIAZZOLLA, épouse COUDOUENT
Gérante

Référence de publication: 2011180235/11.

(110210315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Fin-Vet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 85.930.

L'an deux mille onze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «FIN-VET S.A.», une société anonyme avec siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85930, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 janvier 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 779 du 23 mai 2002, modifié suivant acte reçu par le Maître Jean Joseph ELVINGER, prénommé, en date du 10 mai 2005 publié au Mémorial C, numéro 1016 du 11 octobre 2005.

La séance est présidée par Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg,

Le Président désigne comme secrétaire Maître Karine MASTINU, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Maître Lionel BONIFAZZI, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le Président prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, sera enregistrée avec le présent acte, ensemble avec les procurations paraphées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

II. Qu'il appert de ladite liste de présence que toutes les actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire. L'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires ont eu connaissance avant la présente assemblée.

III. Le mandataire de l'actionnaire unique déclare formellement que le vote qui sera exprimé ci-après par lui pour compte de l'actionnaire ne saura en aucun cas être interprété comme comportant un engagement financier pour compte du mandant.

IV. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du bilan et des comptes de profits et pertes de clôture au jour de la présente assemblée.
2. Acceptation de la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuels et décharge.
3. Transfert du siège social et de l'établissement principal de la société du Grand-Duché de Luxembourg, L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim en Via San Giovanni Battista 10, Appignano (Macerata), Italie, et adoption de la nationalité italienne.
4. Changement de la forme sociale de société anonyme au sens du droit luxembourgeois en société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) au sens du droit italien et changement de la dénomination sociale en "FINVET S.r.l.".
5. Nomination d'un administrateur unique de la société.
6. Autorisation à conférer à un mandataire avec pouvoir de représenter la société en Italie et d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autre en rapport avec le transfert du siège de la société en Italie et en particulier de procéder au dépôt et à la publication du présent acte et des statuts adoptés par les présentes en Italie et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Macerata et/ou toute autre autorité italienne afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.
7. Nomination d'un mandataire avec pouvoir de représenter la société au Luxembourg et d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'effectuer toutes formalités auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et de toutes instances administratives, fiscales et autre au Luxembourg, afin d'assurer la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.
8. Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
9. Soumission des décisions proposées à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par les autorités italiennes ou toute autre instance compétente.
10. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, le Président expose les motifs qui ont amené le conseil d'administration à soumettre les propositions mentionnées à l'ordre du jour au vote des actionnaires.

Après avoir délibéré, l'Assemblée générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale approuve le bilan et les comptes de profits et pertes de clôture au jour de la tenue de la présente assemblée tels que présentés par le Conseil d'administration.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale prend acte de la démission des administrateurs actuels Maître Charles DURO, Maître Marianne GOEBEL et Maître Karine MASTINU et du commissaire aux comptes, la société anonyme FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A., et les accepte. Décharge leur est accordée pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date de la présente assemblée.

Troisième résolution

L'Assemblée générale décide de transférer le siège social et l'établissement principal de la société du Grand-Duché de Luxembourg, L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim à Via San Giovanni Battista 10, Appignano (Macerata), Italie, et d'adopter en conséquence la nationalité italienne de la société, sans que ce changement de nationalité et le transfert

de siège constitue d'un point de vue légal ou fiscal un changement de la personnalité juridique de la société ou une dissolution de la société.

L'Assemblée générale constate que cette décision a été prise en conformité avec l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Quatrième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier la forme sociale de la société qui, de société anonyme au sens du droit luxembourgeois, devient société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) au sens du droit italien. L'Assemblée générale décide encore de modifier la dénomination de la société en "FINVET S.r.l."

Cinquième résolution

L'Assemblée générale décide de confier l'administration de la société à un administrateur unique à savoir Madame Maria PALMUCCI, retraitée, née à Appignano (MC), Italie, le 9 avril 1935 et y demeurant à Via Fratelli Falconi, 37, pour une durée indéterminée.

Sixième résolution

L'Assemblée générale donne mandat à Madame Maria PALMUCCI, demeurant à Via Fratelli Falconi 37, I-62010 Appignano (MC), Italie, avec pouvoir de représenter la société en Italie et d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autre en rapport avec le transfert du siège de la société en Italie et en particulier de procéder au dépôt et à la publication du présent acte et des statuts adoptés par les présentes en Italie et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Macerata et/ou toute autre autorité italienne afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Le mandataire veillera encore à ce que la nomination de l'administrateur unique de la société soit dûment inscrite en Italie.

Tous les documents sociaux relatifs à la période antérieure au transfert du siège social en Italie et relatifs à la période pendant laquelle la société avait son siège social au Luxembourg seront conservés pendant une période de cinq ans à l'ancien siège social de la société au Luxembourg.

Septième résolution

L'Assemblée générale donne mandat à Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg, avec pouvoir de représenter la société au Luxembourg et d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'effectuer toutes formalités auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et de toutes instances administratives, fiscales et autre au Luxembourg, afin d'assurer la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois et sa radiation du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, avec pouvoir notamment de signer tout acte ou document nécessaire ou utile et d'entreprendre toutes démarches requises par les dispositions légales luxembourgeoises aux précédentes fins.

Huitième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier les statuts de la société pour les adapter à la législation italienne et leur donner la teneur suivante:

STATUTO

Titolo I. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

Art. 1. Denominazione.

1.1 È costituita una società a responsabilità limitata denominata "FINVET S.r.l."

Art. 2. Sede.

2.1 La società ha sede nel Comune di Appignano (MC), all'indirizzo risultante presso il competente Registro delle Imprese.

2.2. L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (quali, ad esempio, succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato; spetta, invece, ai soci decidere l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie, nonché il trasferimento della sede sociale in un Comune diverso da quello indicato al primo comma del presente articolo.

Art. 3. Oggetto.

3.1 La società ha per oggetto le seguenti attività:

a)- l'assunzione diretta o indiretta, la detenzione, la gestione e la cessione di partecipazioni o interessenze in altre società o enti;

b)- il coordinamento amministrativo, finanziario, tecnico e gestionale delle società partecipate;

c)- la consulenza e la prestazione di servizi in favore delle società partecipate o di terzi di carattere amministrativo, organizzativo, contabile, di pianificazione e controllo, gestionale, commerciale, di marketing e simili;

d)- l'acquisto, la vendita, e la gestione di beni immateriali;

e)- la costruzione, l'acquisto, la vendita, la permuta e la locazione di beni immobili in genere, provvedendo alla loro gestione ed amministrazione.

3.2 Per il raggiungimento dell'oggetto sociale, la società potrà, inoltre, compiere operazioni mobiliari, immobiliari, industriali, commerciali e finanziarie, e prestare garanzie reali e personali, anche a favore di terzi, per debiti propri o delle società direttamente o indirettamente partecipate, purché tali attività siano svolte in via non esclusiva o prevalente, non nei confronti del pubblico e nel rispetto delle norme di legge di volta in volta vigenti in materia di attività riservate.

Art. 4. Durata.

4.1 La società avrà durata fino al 31 dicembre 2050.

Titolo II Capitale - Strumenti di finanziamento trasferimento della partecipazione sociale

Art. 5. Capitale sociale.

5.1 Il capitale sociale è pari ad euro 31.000,00 (trentunomila virgola zero).

Art. 6. Operazioni sul capitale sociale.

6.1 Il capitale sociale potrà essere aumentato mediante esecuzione di nuovi conferimenti in denaro, di beni in natura o di crediti oppure mediante passaggio di riserve a capitale.

6.2 Ove la deliberazione di aumento di capitale mediante nuovi conferimenti consenta che la parte dell'aumento di capitale non sottoscritta da uno o più soci sia sottoscritta dagli altri soci o da terzi, i soci che esercitano il diritto di sottoscrizione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nell'acquisto delle quote che siano rimaste non optate. Ai fini dell'esercizio del diritto di sottoscrizione, la comunicazione della relativa offerta si intende effettuata per i soci presenti alla deliberazione di aumento a seguito dell'adozione della deliberazione medesima.

Art. 7. Apporti e finanziamenti dei soci.

7.1 La società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

7.2 Il rimborso dei finanziamenti dei soci potrà avvenire solo nell'integrale rispetto delle disposizioni di cui all'art. 2467 Cod. Civ., norma da considerarsi a tutti gli effetti inderogabile.

Art. 7-bis. Emissione di titoli di debito.

7-bis.1 La società può emettere titoli di debito nel rispetto delle vigenti norme di legge in materia, con decisione dei soci adottata con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

7-bis.2 La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

Art. 7-ter. Intestazione fiduciaria della quota di partecipazione.

7-ter.1 Le partecipazioni sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria.

7-ter.2 Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria della quota di partecipazione in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modificazioni ed integrazioni, i soci prendono atto che l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse del Fiduciante effettivo proprietario della partecipazione al quale solo, pertanto, saranno imputabili gli effetti giuridici discendenti da tale esercizio.

7-ter.3 Le clausole contenute nei primi due paragrafi del presente articolo potranno essere modificate solamente con il consenso unanime dei soci.

Art. 8. Trasferimento della partecipazione sociale per atto tra vivi.

8.1 Le partecipazioni sociali sono trasferibili per atto tra vivi a titolo oneroso; in tal caso agli altri soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto in caso di trasferimento a titolo oneroso.

Ai fini del presente articolo, per "trasferimento" s'intende qualsiasi negozio concernente o la piena proprietà o la nuda proprietà o l'usufrutto della partecipazione (ivi compresi, in via esemplificativa, la compravendita, la permuta, il conferimento di società, la costituzione di rendita, la dazione in pagamento, la cessione "in blocco", "forzata" o "coattiva", il trasferimento che intervenga nell'ambito di cessione o conferimento d'azienda, fusione e scissione) in forza del quale si consegua, in via diretta o indiretta, il risultato del mutamento di titolarità della quota e/o dei diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

Le clausole del presente articolo si applicano anche al trasferimento del diritto di sottoscrizione stabilito nel primo comma dell'art. 2481-bis del codice civile.

8.2 Ai fini dell'esercizio della prelazione, il socio che intenda trasferire, in tutto od in parte, a titolo oneroso la propria quota di partecipazione, dovrà dare comunicazione del proprio intendimento, delle generalità dell'acquirente, del prezzo, delle modalità di pagamento e degli altri patti e condizioni del trasferimento offerto mediante biglietto raccomandato, agli

altri soci ed a ciascun amministratore ed i soci, nei 60 (sessanta) giorni dal ricevimento (risultante dal timbro postale), potranno esercitare la prelazione alle medesime condizioni come sopra comunicate, sempre a mezzo di biglietto raccomandato inviato agli amministratori ed al socio alienante; la prelazione dovrà essere esercitata per l'intera partecipazione offerta.

8.3 Trascorso detto termine senza che nessuno abbia esercitato il diritto di prelazione, il socio sarà libero di cedere a terzi la propria partecipazione ad un prezzo non inferiore a quello come sopra comunicato.

8.4 Qualora più soci intendano esercitare la prelazione, la quota di partecipazione offerta in vendita sarà attribuita in misura proporzionale alla partecipazione di ciascuno alla società.

8.5 Il diritto di prelazione è escluso in caso di trasferimento a favore del coniuge o dei parenti in linea retta, in qualunque grado, nonché a favore di società controllanti o partecipate.

8.6 Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per donazione o per ogni altro atto tra vivi a titolo gratuito ai soggetti indicati nel precedente paragrafo 8.5. E' vietato il trasferimento della partecipazione per donazione o per ogni altro atto tra vivi a titolo gratuito a favore di soggetti diversi da quelli indicati nel precedente paragrafo 8.5.

8.7 Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, la clausola di prelazione prevista nel presente articolo non si applica nel caso di cessione della partecipazione mediante cambio di fiduciante a favore dei soggetti che si trovino nelle condizioni indicate nel precedente paragrafo 8.5 rispetto al fiduciante. Tale clausola potrà essere modificata solo con il consenso unanime dei soci.

8.8 Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il trasferimento della partecipazione dal socio a società fiduciaria per suo conto, l'eventuale atto con il quale la fiduciaria provveda alla reintestazione della partecipazione in capo all'effettivo proprietario, il trasferimento della partecipazione dalla fiduciaria ad altra fiduciaria sempre per conto dello stesso fiduciante, non configurando trasferimenti della proprietà del bene, non rilevano ai fini della prelazione spettante ai soci ai sensi del presente articolo. La clausola contenuta nel presente paragrafo 8.8 potrà essere modificata solamente con il consenso unanime dei soci.

Art. 9. Morte del socio.

9.1 Le partecipazioni sociali sono liberamente trasferibili per causa di morte.

Titolo III. Recesso - Esclusione

Art. 10. Recesso.

10.1 Il socio può recedere dalla società in tutti i casi inderogabilmente previsti dalla legge.

10.2 L'intenzione del socio di recedere dovrà essere comunicata all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione al Registro delle Imprese della decisione che legittima il recesso ovvero, se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al registro imprese, entro 30 (trenta) giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

10.3 Il diritto di recesso può essere esercitato solo con riferimento all'intera quota posseduta dal socio recedente.

10.4 La partecipazione sociale dovrà essere liquidata al socio receduto in base alle norme di legge.

10.5 In caso di partecipazioni sociali intestate a società fiduciarie ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso potrà essere esercitato anche solo per parte della partecipazione intestata, in esecuzione di istruzioni provenienti da diversi fiducianti. La quota oggetto di recesso potrà essere reintestata al fiduciante. Le clausole contenute nel presente paragrafo 10.5 potranno essere modificate solamente con il consenso unanime dei soci.

Art. 11. Esclusione.

11.1. Non sono previste specifiche ipotesi di esclusione del socio per giusta causa.

Titolo IV. Decisioni dei soci

Art. 12. Materie rimesse alle decisioni dei soci.

12.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge e dal presente statuto.

12.2 In sede di nomina dell'organo amministrativo, i soci possono decidere di riservare alla loro competenza ulteriori materie rispetto a quelle previste dalla legge e dal presente statuto.

Art. 13. Modalità di adozione delle decisioni dei soci.

13.1 Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante deliberazione assembleare ai sensi dell'articolo 2479 bis del codice civile ovvero mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

13.2 Nondimeno esse devono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale con riferimento alle materie di cui ai numeri 4 e 5 dell'articolo 2479 del codice civile ed alla riduzione del capitale sociale per perdite nel caso previsto dall'articolo 2482 bis quarto comma del codice civile ovvero quando lo richiedano uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale.

13.3 In caso di partecipazioni sociali intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il voto potrà essere esercitato in maniera divergente e con più delegati in esecuzione di eventuali

istruzioni divergenti di differenti fiduciari. La clausola contenuta nel presente paragrafo 13.3 potrà essere modificata solamente con il consenso unanime dei soci.

Art. 13-bis) Decisioni mediante consultazione scritta o mediante consenso espresso per iscritto.

13-bis.1 Il procedimento per il perfezionamento della decisione tramite consultazione scritta o tramite consenso espresso per iscritto è regolato come segue.

13-bis.2 Uno dei soci o uno degli amministratori comunica a tutti i soci e a tutti gli amministratori non soci il testo della decisione da adottare, fissando un termine non inferiore a 5 (cinque) giorni entro il quale ciascun socio può comunicare alla società il consenso alla stessa ovvero il proprio voto contrario o l'astensione; decorso il termine fissato senza che il socio abbia comunicato alcunché, il consenso si intende negato.

13-bis.3 Dai documenti devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa.

13-bis.4 Le comunicazioni previste dai precedenti commi possono avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica. In questi ultimi casi le trasmissioni ai soci dovranno essere fatte al numero di fax e/o all'indirizzo di posta elettronica che siano stati espressamente comunicati dai soci medesimi.

13-bis.5 Le decisioni non assembleari sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentano il 60% (sessanta per cento) del capitale sociale.

13-bis.6 La decisione dei soci, adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta, senza indugio, a cura dell'organo amministrativo, nel Libro delle decisioni dei soci.

13-bis.7 Nell'ipotesi di consenso espresso per iscritto e di consultazione scritta, nel caso di intestazione di quote sociali a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1936 e successive modificazioni ed integrazioni, la mancanza di sottoscrizione equivale ad astensione dall'esercizio del diritto di voto. La clausola contenuta nel presente paragrafo 13bis. 7 potrà essere modificata solamente con il consenso unanime dei soci.

Art. 14. Assemblea dei soci.

14.1 Il funzionamento dell'assemblea dei soci è regolato come segue:

- a) l'assemblea è convocata anche fuori della sede sociale, purché in Italia;
- b) l'assemblea è convocata da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale, mediante:

- lettera raccomandata o telegramma spediti ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza nel domicilio risultante dal Registro delle Imprese, oppure

- telefax o messaggio di posta elettronica inviati ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza, rispettivamente al numero di fax o all'indirizzo di posta elettronica notificati alla società, oppure

- ogni altro mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento da parte del destinatario almeno otto giorni prima dell'adunanza. Sarà, quindi, del pari considerata effettuata la comunicazione dell'avviso di convocazione ove il relativo testo sia datato e sottoscritto per presa visione dal socio destinatario.

Nello stesso avviso può essere fissata per un altro giorno la seconda adunanza, qualora la prima vada deserta;

- c) in ogni caso sono valide le assemblee totalitarie nel rispetto delle disposizioni di legge;
- d) ogni socio in diritto di intervenire può farsi rappresentare in assemblea, con delega conferita ai sensi di legge e la relativa documentazione è conservata dalla società;
- e) il presidente dell'assemblea verifica la regolarità della costituzione, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento ed accerta i risultati delle votazioni;
- f) l'assemblea è presieduta, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o dal coamministratore più anziano; in caso di assenza o di impedimento di questi, da altra persona designata con il voto della maggioranza degli intervenuti;
- g) hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci che alla data dell'assemblea stessa risultano iscritti nel Registro delle Imprese.

14.2 L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano il 60% (sessanta per cento) del capitale sociale e delibera con il voto favorevole dei soci che rappresentano il 60% (sessanta per cento) del capitale sociale.

14.3 Restano, comunque, salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

14.4 L'assemblea può essere tenuta in videoconferenza, con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In particolare, è necessario che:

- sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

- vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

Titolo V. Amministrazione - Rappresentanza

Art. 15. Nomina - Revoca - Durata.

15.1 La società può essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina, da:

- un amministratore unico;
- un consiglio di amministrazione composto da un numero variabile di membri, da un minimo di 2 (due) ad un massimo di 5 (cinque), secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci nell'atto di nomina;
- da due o più amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti.

15.2 Gli amministratori possono essere anche non soci, durano in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina e possono essere rieletti.

15.3 In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo, senza necessità di motivazione e senza alcun diritto, per gli amministratori, al risarcimento di eventuali danni.

15.4 Agli amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

15.5 All'organo amministrativo potrà, altresì, essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine mandato, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

15.6 Salva diversa, unanime decisione dei soci, la società verrà amministrata da un consiglio di amministrazione formato da 3 (tre) membri.

Salva diversa, unanime decisione dei soci, per la elezione alle cariche sociali ogni socio avrà diritto ad esprimere un solo voto per un solo membro per ogni Euro di valore nominale della propria quota. Verranno eletti coloro che avranno ricevuto il maggior numero di voti. In caso di parità di voti verrà eletto il più anziano in età.

15.7 La cessazione dalla carica per qualsiasi causa anche di un solo Amministratore comporta l'immediata decadenza di tutti gli Amministratori, che resteranno provvisoriamente in carica per il disbrigo dell'ordinaria amministrazione.

Art. 16. Poteri.

16.1 Gli amministratori sono investiti dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società, ad eccezione soltanto di quanto in forza della legge o del presente statuto sia riservato alla decisione dei soci, nonché di quelli che i soci avessero riservato alla loro competenza in occasione della nomina dell'organo amministrativo.

16.2 Qualora la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione nominato ai sensi dell'articolo 17.1, sono adottate dal consiglio stesso, in luogo dell'assemblea dei soci, le decisioni di fusione e di scissione nei casi e alle condizioni di cui agli articoli 2505 e 2505 bis del codice civile, richiamati in materia di scissione dall'articolo 2506 ter del codice civile, con deliberazione risultante da atto pubblico.

Art. 17. Consiglio di Amministrazione.

17.1 Quando l'amministrazione è affidata a più persone, queste costituiscono il consiglio di amministrazione.

17.2 Tuttavia, salvo quanto per legge o in forza del presente statuto è riservato alla competenza degli Amministratori in forma collegiale, l'amministrazione può essere ad esse affidata disgiuntamente oppure congiuntamente, secondo quanto stabilito nella deliberazione di nomina; in tali casi si applicano, rispettivamente, gli articoli 2257 e 2258 del codice civile, ma la decisione di cui al terzo comma dell'articolo 2257 del codice civile ed al secondo comma dell'articolo 2258 del codice civile è adottata dagli amministratori a maggioranza calcolata per teste.

Art. 18. Funzionamento del consiglio di amministrazione.

18.1 Il consiglio di amministrazione elegge nel suo seno il presidente, se non già nominato dai soci; può eleggere un vicepresidente che sostituisca il presidente nei casi di assenza o impedimento.

18.2 Il consiglio si riunisce presso la sede sociale o in qualsiasi altro luogo, ogni volta che il presidente lo ritenga opportuno oppure ne faccia domanda uno dei consiglieri.

18.3 L'avviso di convocazione deve essere inviato ai consiglieri attraverso:

- lettera raccomandata o telegramma spediti al domicilio di ciascun amministratore (e sindaco effettivo o revisore se nominati) almeno cinque giorni prima della adunanza oppure

- telefax o messaggio di posta elettronica inviati a ciascun amministratore (e sindaco effettivo o revisore, se nominati) almeno cinque giorni prima dell'adunanza, rispettivamente al numero di fax o all'indirizzo di posta elettronica notificati alla società;

- ogni altro mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento da parte del destinatario almeno cinque giorni prima dell'adunanza.

18.4 L'avviso dovrà indicare la data, l'ora ed il luogo della riunione e gli argomenti da trattare.

18.5 Nei casi di urgenza il termine potrà essere ridotto ad un giorno e l'avviso sarà spedito per telegramma o inviato per telefax o messaggio di posta elettronica.

Per la validità della riunione occorrerà dare prova documentale della ricezione delle comunicazioni di cui sopra.

18.6 La riunione collegiale è validamente costituita purchè sia presente almeno la maggioranza assoluta degli amministratori. Le deliberazioni sono prese con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei consiglieri presenti.

18.7 Il consiglio è regolarmente costituito, anche in mancanza delle suddette formalità, quando siano presenti tutti i consiglieri in carica e tutti i sindaci, se nominati.

18.8 Il relativo verbale è sottoscritto dal presidente e dal segretario che potrà essere anche estraneo al consiglio.

18.9 Il consiglio può delegare parte dei suoi poteri ad uno o più amministratori determinando i limiti della delega e fatti salvi i poteri non delegabili ai sensi di legge.

18.10 Il presidente può disporre che le decisioni siano adottate con consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che dai documenti sottoscritti risulti con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa; trovano applicazione le regole procedurali indicate al precedente articolo 13 bis. Per la validità delle deliberazioni del consiglio si richiede, in tal caso, il voto favorevole della maggioranza dei suoi membri in carica.

18.11 È ammessa la possibilità che le adunanze del consiglio di amministrazione si tengano per televideoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere esattamente identificati e sia loro consentito seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché visionare e ricevere documentazione e poterne trasmettere. Verificandosi questi requisiti, il consiglio di amministrazione si considera tenuto nel luogo in cui si trova il presidente e dove pure deve trovarsi il segretario della riunione, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Art. 19. Rappresentanza.

19.1 La rappresentanza della società, di fronte ai terzi ed in giudizio, spetta:

- all'amministratore unico,
- al presidente del consiglio di amministrazione o, in caso di assenza o impedimento di questi, al vice-presidente,
- agli amministratori delegati, nei limiti della delega,
- a ciascuno degli amministratori disgiuntamente in caso di amministrazione disgiuntiva ai sensi dell'articolo 2257 del codice civile,
- a tutti gli amministratori congiuntamente in caso di amministrazione congiuntiva ai sensi dell'articolo 2258 del codice civile.

19.2 L'organo amministrativo potrà conferire parte dei suoi poteri a procuratori all'uopo nominati per singoli atti o categorie di atti.

Titolo VI. Controlli

Art. 20. Collegio sindacale.

20.1 Quando le disposizioni di legge lo richiedono come obbligatorio, la società nomina un collegio sindacale composto di tre membri effettivi e due supplenti, costituito da revisori legali iscritti nell'apposito registro; in tal caso al collegio sindacale è affidato anche il controllo legale dei conti.

20.2 È ammessa la possibilità che le adunanze del collegio sindacale si tengano per tele-videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere esattamente identificati e sia loro consentito seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché visionare e ricevere documentazione e poterne trasmettere. Verificandosi questi requisiti, la riunione del collegio sindacale si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente e dove pure deve trovarsi colui che verbalizza la riunione.

Art. 21. Controllo individuale del socio.

21.1 In ogni caso i soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Titolo VII. Esercizio sociale - Bilancio

Art. 22. Esercizio sociale.

22.1 L'esercizio sociale si chiude al trentuno dicembre di ogni anno.

Art. 23. Bilancio * Utili.

23.1 Il bilancio, redatto con l'osservanza delle norme di legge, è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro centoottanta giorni sussistendo le condizioni di cui al secondo comma dell'articolo

2364 del codice civile; in questo caso, peraltro, gli amministratori segnalano nella relazione sulla gestione (ovvero nella nota integrativa ove il bilancio venga redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

23.2 Gli utili saranno ripartiti come segue:

- a) il 5% (cinque per cento) al fondo di riserva legale, nei limiti di cui all'articolo 2430 del codice civile;
- b) il 95% (novantacinque per cento) ai soci in proporzione alla partecipazione posseduta, salvo diversa decisione dei soci nei limiti consentiti dalla legge.

Titolo VIII. Scioglimento - Liquidazione

Art. 24. Cause di scioglimento * Competenze dell'assemblea.

24.1 La società si scioglie nei casi previsti dalla legge o per deliberazione dell'assemblea.

24.2 L'assemblea dei soci, in caso di scioglimento della società per qualsiasi motivo, con apposita deliberazione da adottarsi ai sensi di legge, nomina uno o più liquidatori, determina i loro poteri e stabilisce le norme ed i criteri per la liquidazione ai sensi dell'articolo 2487 del codice civile.

Titolo IX. Clausole di composizione delle liti

Art. 25. Clausola conciliativa e compromissoria.

25.1 Tutte le controversie insorgenti tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativamente al rapporto sociale sono devolute ad un arbitro, che dovrà essere nominato, su istanza della parte più diligente, dal presidente del tribunale del luogo in cui la società ha sede.

25.2 La presente clausola compromissoria comprende tutte le controversie che potranno insorgere tra la società da una parte, amministratori, rappresentanti, liquidatori e sindaci dall'altra, sia che si tratti di controversie promosse dalla società, sia che si tratti di controversie promosse da questi ultimi soggetti.

25.3 L'arbitro formerà la propria determinazione secondo diritto in via rituale, osservando, ai fini della propria competenza e del procedimento, le norme inderogabili del codice di procedura civile e delle leggi speciali in materia.

25.4 Sede dell'arbitrato sarà presso il domicilio dell'arbitro.

Titolo X. Disposizioni finali

Art. 26. Domicilio dei soci.

26.1 Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società o tra di loro, è quello che risulta dall'iscrizione presso il Registro delle Imprese.

Art. 27. Rinvio.

27.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata.

Neuvième résolution

Les décisions prises ci-dessus sont soumises à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par les autorités italiennes ou toute autre instance compétente.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de 1.000.- Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous avec Nous notaire signé le présent acte.

Signé: M. Goebel, K. Mastinu, L. Bonifazzi, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 décembre 2011. Relation: EAC/2011/17876. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 décembre 2011.

Référence de publication: 2011179718/444.

(110209409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Compagnie de Révision, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 32.665.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 23 décembre 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180236/12.

(110209750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Ernst & Young Tax Advisory Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 88.073.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 23 décembre 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011180251/12.

(110209762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Espace Gérances SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 150.588.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/12/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011180252/13.

(110209605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Weinberg Real Estate Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.997.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Weinberg Real Estate Holding S.à r.l.

Représentée par Weinberg Real Estate S.à r.l.

Représentée par Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011180428/15.

(110209796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.
